

GRAIN DE SEL

La revue d'Inter-réseaux Développement rural · 2021 # 1



Savoirs féminins

Quelle contribution à la sécurité alimentaire ?

- > Des savoirs spécifiques inscrits dans des rapports sociaux de genre
- > Entre conscience et pouvoir : les raisons de la dévalorisation des savoirs des femmes rurales
- > Stratégies d'adaptation, d'organisation et de luttes



INTER-RÉSEAUX
Développement Rural

SOMMAIRE N° 80



Illustration : Sophie Hollin - Livret illustré de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des paysannes, La Via Campesina, 2020.

- Éditorial 3
- Repères : quelle contribution des savoirs féminins à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? 4-5

CADRAGE

- De la pertinence du genre pour étudier les savoirs liés à la sécurité alimentaire 6-7
- Savoirs, genre et sécurité alimentaire dans le Noun (Ouest-Cameroun) 8-9

ENJEUX

- Les contours d'une institutionnalisation de l'approche genre dans le développement 10
- L'institutionnalisation de l'approche genre dans les programmes portés par les bailleurs de fonds, quels impacts ? 11-13
- La femme en milieu rural : une histoire d'exclusion par le "genre" ? 14-15
- Les paysannes nigériennes de 2021 sont-elles ou non plus ignorantes que leurs mères ? 16-17
- Accès des femmes au conseil agricole : être volontaire sur le terrain 18-19
- Des savoirs en mouture pour un beurre de karité globalisé 20

PERSPECTIVES

- Les savoirs des femmes de Guédé Chantier pour l'agroécologie 21-22
- Dynamisme des mouvements de femmes rurales et processus d'affirmation dans l'action collective 23-24
- La place des femmes dans les Organisations Paysannes, dynamiques et enjeux 25-27
- Démarche Tylay : auto-découverte et mise en valeur des savoirs féminins 28-29
- Les Femmes de paix 30
- Le travail non rémunéré, une épine ignorée dans le pied du développement 31-32
- La radio interactive, une tribune pour promouvoir les activités des femmes rurales du Burkina Faso 33
- Mouvements féministes et agenda du développement en Afrique de l'Ouest : quels combats pour quels résultats ? 34-35
- Les Clubs Dimitra, une approche d'autonomisation des populations rurales 36

VUE D'AILLEURS

- Alimentation saine et diversifiée : le but des femmes engagées en agroécologie 37-39

REGARDS CROISÉS

- Savoirs féminins : quelle contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ? 40-42
- Du côté des membres 43
- Portrait : Marie Aguewe - Émanciper les agricultrices en renforçant leur leadership 44

GRAIN DE SEL

Les opinions exprimées dans les articles ne reflètent pas nécessairement celles d'Inter-réseaux. Tous les articles sont libres de droit. En cas de rediffusion, merci de faire figurer la mention « © Grain de sel » et de nous envoyer une copie de la publication.

Pourquoi et comment visibiliser les savoirs féminins ?

Rendre visible la contribution des savoirs féminins à la sécurité alimentaire et nutritionnelle est un réel défi. C'est ce à quoi est consacré ce numéro qui s'inscrit dans le cadre d'une réflexion plus large d'Inter-réseaux sur le genre : ouverte avec un bulletin de veille spécial "Genre et développement rural" paru au printemps 2020, elle a en ligne de mire un cycle méthodologique sur la prise en compte du genre dans le partage d'informations et la gestion des connaissances. La perspective de ce numéro est, non pas de traiter de la question des femmes rurales en général, mais d'opérer un focus sur les savoirs à l'intersection d'enjeux structurants pour le devenir des agricultures familiales : biodiversité, nutrition, résilience, dans un contexte en pleine évolution. La question des savoir-faire féminins est ici abordée sous des angles pluridisciplinaires : sociologique, anthropologique, technique, scientifique, agroéconomique et historique.

Le genre est un concept polysémique qui fait débat en Afrique. Porté par des mouvements féministes très actifs, son "importation" est perçue par de nombreux·ses africain·e·s comme une velléité non dite par ses concepteur·rice·s d'imposer un modèle occidental des rapports femmes-hommes en contradiction avec les valeurs et normes sociales du continent. Même si le genre traduit des mécanismes et des rapports sociaux réels (partout !), son appropriation mitigée en Afrique pose l'enjeu du dialogue interculturel sur le sujet, qu'une organisation euro-africaine comme Inter-réseaux peut porter.

L'actualité, avec la crise de la covid-19, entre en résonance avec le sujet du présent *Grain de sel* : les premières études d'impact de la pandémie montrent que les conséquences socio-économiques sont exacerbées quand il s'agit des femmes, notamment à cause des inégalités de genre qui les rendent plus vulnérables que les hommes. Surreprésentées dans les emplois informels et précaires, elles sont plus nombreuses à avoir perdu leur travail. Elles voient également leur charge de travail non rémunérée augmenter puisque les membres de la famille passent plus de temps à la maison du fait des différentes mesures restrictives antiCovid. Les femmes sont également les principales victimes des fléaux et maux auxquels les communautés sont confrontées. Au Sahel, quand les hommes fuient face à la menace terroriste ou partent en migration, ce sont les femmes qui assurent la survie des familles. Elles sont les plus touchées par les conséquences des changements climatiques et de l'insécurité alimentaire. Certains de ces aléas, comme la pandémie actuelle, risquent de saper les nombreux progrès réalisés ces dernières années même si elle a révélé l'ingéniosité remarquable dont font preuve les femmes pour soutenir la résilience des familles.

On note une volonté de plus en plus affirmée de remettre en exergue les savoirs féminins à la fois comme héritage intergénérationnel de savoirs traditionnels et aussi comme fruits de la créativité féminine dans un contexte en perpétuelle mutation. Ces savoirs sont aujourd'hui au cœur des enjeux de résilience de l'agriculture familiale, réalité complexe et dynamique dont le concept fait l'objet d'un consensus "mou" que ce numéro vient interroger, voire déconstruire grâce aux savoirs spécifiques des femmes. L'amalgame qui est souvent fait entre le ménage et son "chef de famille" porte les germes de l'invisibilisation des femmes dans un contexte où 15 % des exploitant·e·s agricoles sont des femmes et où la féminisation de l'agriculture est une tendance lourde.

Partant de ces constats, l'objectif central de ce numéro de *Grain de Sel* est de montrer la spécificité des savoirs des paysannes dans une approche plus nuancée du "ménage agricole".

Gifty Narh, Vice-présidente d'Inter-réseaux Développement rural
Alexandra Quet-Viéville, Responsable de la revue *Grain de sel*

Alors que la langue française contribue à l'invisibilisation du féminin (parler "d'agriculteurs" pour faire référence aux agriculteurs et aux agricultrices, c'est rendre invisible la moitié du groupe), de plus en plus d'organisations font le choix de l'écriture inclusive. Cette démarche désigne l'ensemble des attentions graphiques et syntaxiques permettant d'assurer une égalité de représentations des deux sexes, signifiant concrètement l'abandon du masculin générique, de la primauté du masculin sur le féminin et d'autres conventions largement intériorisées. Ce fut le choix du Comité des publications et du Comité de rédaction de ce numéro consacré au genre et aux savoirs. Auteurs et autrices ont pu être accompagnés dans cette démarche en cas de besoin. Ce numéro est aussi l'occasion d'amorcer une réflexion sur la contribution d'Inter-réseaux à la prise en compte du genre dans le développement rural. Cela sera l'occasion d'ouvrir une réflexion au sein du réseau à ce sujet et à la façon dont Inter-réseaux peut aussi contribuer à mieux prendre en compte le genre dans ses propres activités. Nous restons bien sûr à l'écoute de nos lecteurs et lectrices.

Ce numéro est issu d'un travail collectif. Plusieurs personnes, membres ou partenaires se sont mobilisé·e·s pendant plusieurs mois pour aboutir à ce numéro. Pour leur implication, nous tenons à remercier en particulier Gifty Narh (Corade), Christine Verschuur (IHEID), Yvette Onibon Doubogan (CAMES), Hélène Guétat Bernard (IFP), Chantal Ndam Tholozan (CESSMA), Isabelle Droy (IRD), Armelle Barré (F3E), Justine Gilloots (FERT), Imma de Miguel (Oxfam), Fanélie Meyer (SOS Faim), Liora Stuhrenberg (IRAM), François Doligez (IRAM).

Ce numéro a été coordonné par Alexandra Quet-Viéville, chargée de mission et responsable de la revue *Grain de sel*.

Les femmes africaines



66%

de la main-d'œuvre agricole



60%

des denrées produites



15%

des terres agricoles détenues



De **13% à 20%** inférieur

Taux d'accès aux services de vulgarisation par rapport aux hommes



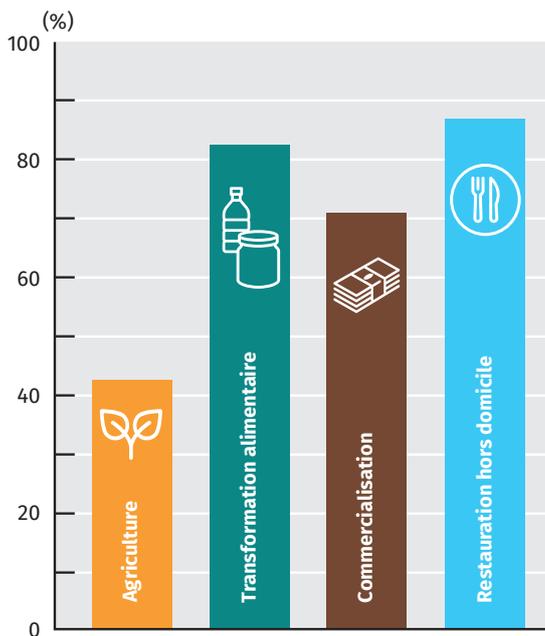
15% à 22%

Temps consacré aux travaux domestiques et reproductifs, non rémunérés

Sources : FAO stat ; OCDE ; ONU Femmes

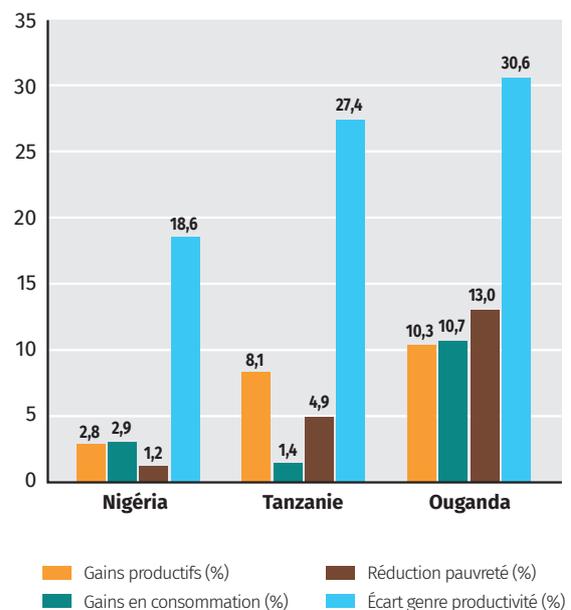
Une contribution essentielle des femmes à l'agriculture ouest-africaine

Part de l'emploi féminin par segment en Afrique de l'Ouest



Source : Allen et al. 2018 - <https://www.oecd-ilibrary.org/docs/server/2466d2f7-fr.pdf?expires=1610642760&id=id&accname=oid048267&checksum=C9C970616EA820847B-D794422E87E432>

Déséquilibre de genre et avantages potentiels de l'égalité des sexes dans la productivité agricole

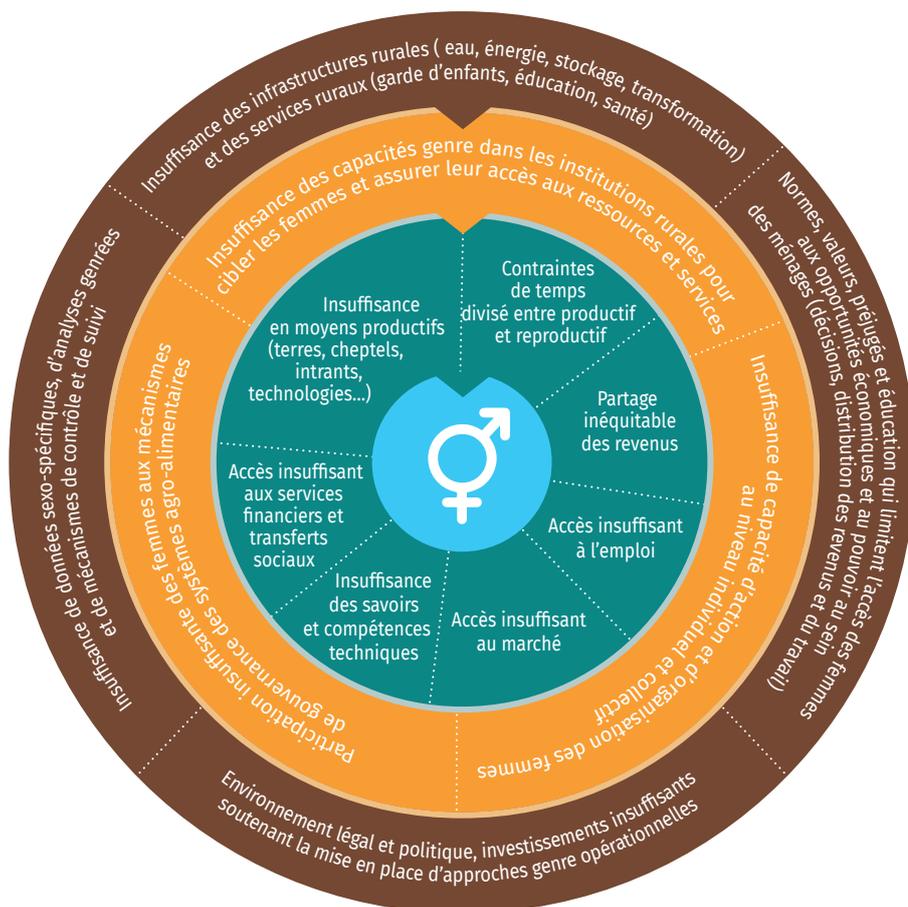


Source : BAD, 2016a extrait de la base des données LSMS ISA

En supprimant l'écart de productivité entre hommes et femmes (en bleu), des progrès importants en termes de production, de consommation et de réduction de la pauvreté pourraient être engrangés.

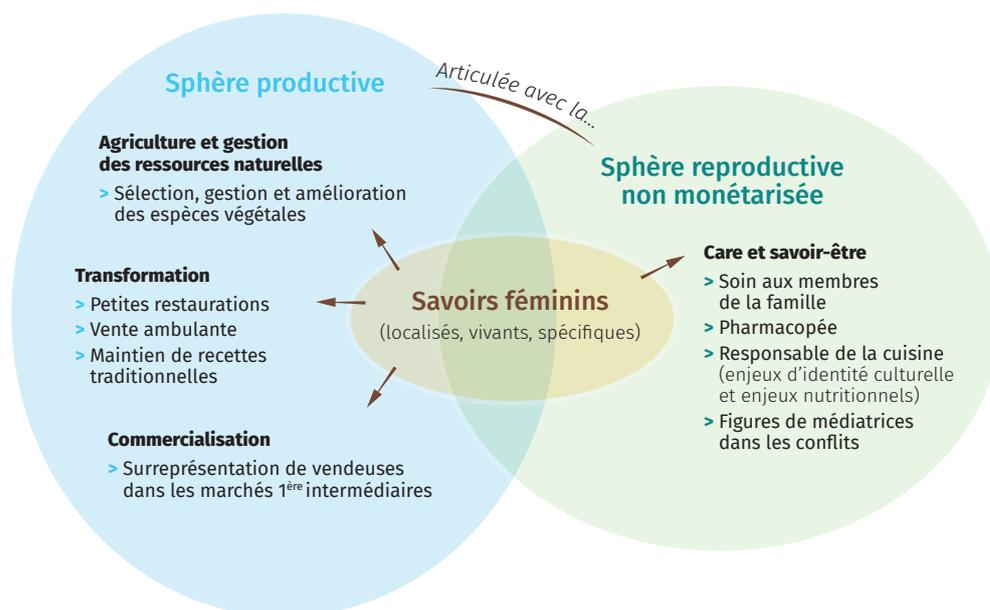
féminins à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ?

Les principaux facteurs directs et indirects à l'origine des disparités de genre



FAO - <http://www.fao.org/3/CA1506FR/CA1506FR.pdf> - page 9

Les savoirs féminins, indispensables dans leur diversité



Lexique

Genre :

Ce concept désigne les rôles, les comportements, les activités attribuées socialement aux femmes et aux hommes. Ils varient selon le contexte géographique, culturel, économique, politique, religieux, etc. C'est donc à la fois une construction sociale, un processus relationnel, un rapport de pouvoir, lui-même imbriqué dans d'autres rapports de pouvoir (intersectionnalité).

Ces identités de genre façonnent le statut, le droit et les responsabilités des femmes et des hommes et se traduisent par des rapports de domination très majoritairement en défaveur des femmes.

Intersectionnalité :

Terme sociologique montrant que les formes de dominations et de discriminations sont plurielles et non cloisonnées : on ne peut les comprendre, les analyser ou les résoudre en les étudiant séparément les unes des autres. Ainsi l'impact de discriminations telles que le sexe, la classe, la race ou encore le handicap et l'orientation sexuelle se croisent, et souvent se renforcent.

Savoirs :

Dans ce numéro, le terme est apprécié au sens large : connaissances, savoir-faire et savoir-être. Les savoirs féminins sont l'ensemble des savoirs détenus spécifiquement ou non par les femmes. Ils sont localisés, spécifiques, évolutifs, transmissibles. Peuvent donc être considérés comme des "savoirs" tant des connaissances sur la qualité nutritionnelle des plantes, des pratiques agricoles et techniques que des attitudes ou des positionnements développés du fait du genre (position de médiatrices dans les conflits par exemple).

Sphère productive et reproductive :

Les agricultures familiales se construisent sur un lien étroit entre sphère productive (activités agricoles, commerciales) et reproductive (activités de soin - care -, activités domestiques, cuisine et l'alimentation). Cette dernière est essentiellement gérée par les femmes. En cela, elles exercent un rôle crucial dans la sécurité alimentaire des foyers, bien que les activités reproductives aient toujours été déconsidérées et invisibles puisque non-marchandes.

De la pertinence du genre pour étudier les savoirs liés à la sécurité alimentaire

Le genre est parmi les éléments qui structurent nos sociétés, de manière diverse et évolutive, mais toujours de façon significative. Cette évocation du genre comme une des variables d'analyse déterminantes en sciences sociales et humaines fait référence à différents aspects qui sont présentés dans cet article.

Tout d'abord, le genre fait le focus sur les féminités et masculinités, c'est-à-dire les caractéristiques, rôles et responsabilités qui sont valorisés pour les femmes ou les hommes dans une société donnée, à un moment donné. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, ce sont surtout les femmes qui cultivent les aliments destinés à l'autoconsommation des ménages et ceci sur des terres qui sont mises à leur disposition, mais qui ne leur appartiennent pas. Et bien que les paysannes soient très nombreuses, les organisations paysannes sont surtout dirigées par des hommes.

Des rôles socialement construits

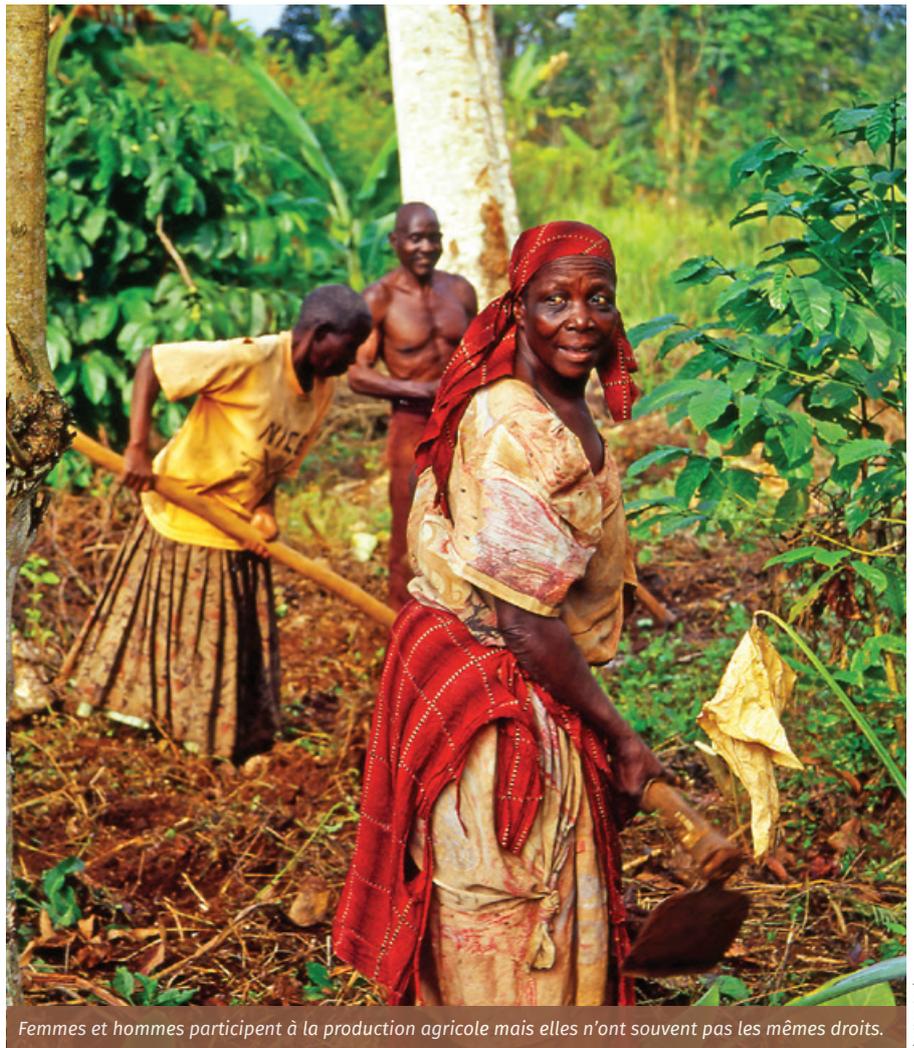
Ces faits découlent d'un partage des rôles et du pouvoir qui ne s'explique pas par des différences biologiques entre femmes et hommes. Il est intrinsèquement lié aux identités féminines et masculines telles qu'elles sont forgées par la culture, la tradition, l'histoire, les médias, etc., dans un contexte spécifique et à une période précise. Ces constructions sociales évoluent - il suffit de comparer les tâches, contraintes et opportunités d'une femme rurale aujourd'hui avec celles de sa propre grand-mère pour le constater - et elles varient à l'intérieur d'une société, entre les zones rurales et urbaines, entre un quartier défavorisé et un quartier résidentiel de la même ville, entre femmes et hommes de différents groupes ethniques ou religieux, entre couples de différentes générations, etc. Même au sein de groupes socio-culturels supposés "homogènes", on peut trouver, d'un foyer à l'autre, des différences de conception et de répartition des rôles entre hommes et femmes.

Des rapports sociaux asymétriques

Ensuite, le genre met l'accent sur les rapports socialement construits qu'entretiennent les femmes et les hommes, leur manière d'interagir, de négocier, de collaborer ou pas... Globalement, ces rapports

sociaux sont fortement caractérisés par des relations asymétriques et un pouvoir inégal. Ces inégalités se concrétisent à des degrés variables et sont évolutives, mais elles se manifestent presque toujours par un déséquilibre au détriment des femmes qui jouissent de moins de droits (formelle-

ment mais encore plus dans les faits), qui ont accès à moins de ressources et moins de pouvoirs décisionnels que des hommes du même groupe et social. Cette asymétrie et la subordination des femmes se produisent dans un contexte où ni les femmes ni les hommes ne forment respectivement



Femmes et hommes participent à la production agricole mais elles n'ont souvent pas les mêmes droits.

Shutterstock

un groupe homogène : d'une part, il y a aussi des dominations entre femmes, par exemple entre une belle-mère et sa belle-fille (qui doit se soumettre à la mère de son mari, ce qui revient à une asymétrie entre femmes liée à leur lien respectif avec un homme). D'autre part, un homme peut se trouver dans une relation de subordination à une femme. Ce sont alors les rapports de classe socio-économiques qui dominent par rapport aux rapports de genre. Cette articulation et ce croisement des rapports sociaux de genre, de classe, d'origine ethnique, etc. sont évoqués par la notion d'intersectionnalité qui est centrale dans une approche genre. En effet, le genre est transversal à tous les autres rapports sociaux et co-constitutif des rapports de domination. À l'intérieur d'un même groupe social - comme les ouvriers et ouvrières agricoles - les inégalités de genre se manifestent par exemple par un salaire pour les ouvrières plus faible que pour les ouvriers.

La manifestation extrême de l'asymétrie des rapports de genre sont les violences qui touchent les femmes exclusivement, ou entre autres raisons parce qu'elles sont des femmes. Dans toutes les sociétés, indépendamment de la classe sociale ou d'autres facteurs sociaux, les femmes courent des risques plus importants que les hommes de subir des violences sexuelles, physiques et psychologiques, dans la sphère privée comme publique. Cette problématique universelle influence les opportunités des femmes (en termes de mobilités, etc.) et les droits dont elles peuvent effectivement jouir (tel que le droit de quitter un mari violent).

Au-delà du focus exclusif sur femmes et hommes

Par ailleurs, le genre tient compte aussi du fait que tous les êtres humains ne se retrouvent pas dans cette bi-catégorisation de l'humanité hommes/femmes. Même sur le plan biologique (concernant les chromosomes, les hormones et les organes génitaux), tous les humains n'ont pas un sexe masculin ou féminin clairement déterminé. D'aucun-e-s ressentent une identité qui est en décalage avec leur sexe biologique. D'autres encore sont attiré-e-s sexuellement et/ou émotionnellement par des personnes du même sexe. Toutes ces personnes, désignées par le sigle LGBTQIA¹, subissent des discriminations, des violences, voire des poursuites pénales, car elles ne sont pas conformes aux normes sociales en vigueur. À ce titre, et si elles ne sont pas au cœur du sujet de cette publication, il est indispensable de veiller au minimum à ce que les projets, programmes et politiques de déve-

loppement ne les excluent pas et ne renforcent pas les injustices et discriminations dont elles font l'objet.

Enfin, une perspective genre accorde aussi une attention à des groupes de femmes particulièrement vulnérables, y compris dans le domaine rural, les femmes qui ne se trouvent pas au sein d'un couple, les cheffes de famille et/ou cheffes d'exploitation, les veuves, les mères célibataires. Il est indispensable de tenir compte de la diversité des constellations des ménages et familles : à titre d'exemple, des différences peuvent exister entre les coépouses d'un ménage polygame.

LE GENRE MET L'ACCENT SUR LES RAPPORTS SOCIALEMENT CONSTRUITS QU'ENTRETIENNENT LES FEMMES ET LES HOMMES

Des enjeux "clés" pour le développement

Depuis les années 1970, des études ont montré que les rapports sociaux entre femmes et hommes sont des enjeux clés du développement. À partir d'une visibilité grandissante du travail des femmes, notamment dans le domaine agricole et de leur contribution (souvent non-rémunérée) à la production des ménages, mais aussi nationale, les projets et politiques du développement ont commencé à "intégrer des femmes au développement". Cela s'est traduit entre autres par des tentatives de mobiliser le potentiel productif des femmes et de les inclure de plus en plus dans des activités relevant de l'économie marchande. Concernant le développement agricole, différents obstacles ont été identifiés : l'accès des femmes aux ressources productives et notamment au foncier est central, mais aussi leur accès aux formations et conseil agricoles, aux intrants et outils. Sur tous ces plans les femmes étaient défavorisées et le sont dans une moindre mesure toujours.

Autonomisation et empowerment

C'est dans les années 1990 que la place des femmes dans le développement a été abordée de plus en plus sous l'angle

du genre, déplaçant la perspective d'une vision des femmes comme groupe social problématique vers d'un côté, les rapports de domination entre hommes et femmes, et de l'autre côté, vers la nécessité d'un *empowerment* des femmes. Ce terme mis en avant notamment à partir de la 4^e conférence internationale sur les femmes à Pékin en 1995 est depuis 2015 explicitement dans l'ODD5. Souvent traduit par "autonomisation", il met l'accent sur la nécessité de renforcer non seulement les compétences et les ressources des femmes, mais aussi leur confiance en elles et la reconnaissance qu'elles ont dans leurs communautés et sociétés, ainsi que leurs associations et d'autres structures collectives qui les représentent. Des travaux sur les liens entre le développement agricole et la sécurité alimentaire, modélisés fréquemment sous forme de chemins (*pathways*), mettent l'*empowerment* des femmes en avant comme un des éléments importants. Elles sont essentielles à la sécurité alimentaire et à l'agriculture sensible à la nutrition : elles participent à la production vivrière, sont en charge de l'alimentation des enfants en bas âge (dont la qualité dépend de leur propre état de santé pendant les grossesses et les périodes d'allaitement) et de la préparation de la nourriture pour toute la famille, et elles sont également pourvoyeuses d'une partie des revenus des ménages. Et tous ces rôles sont déterminés entre autres par les savoirs des femmes - savoirs qu'elles reçoivent de leurs mères, auxquelles elles accèdent dans leur entourage ou par des dispositifs formels, mais aussi des savoirs qu'elles (co-) produisent. ■

Elisabeth Hofmann



Elisabeth.Hofmann@u-bordeaux-montaigne.fr
Socio-économiste du développement,
Maître des conférences et chercheuse
au laboratoire Les Afriques dans le Monde (LAM),
Chaire UNESCO sur la formation
de professionnel·les de développement durable,
Université Bordeaux Montaigne.

¹ LGBTQIA+ : ce sigle recouvre les termes "lesbienne, gay, bi, trans, queer, intersexe et asexuel", le "+" indique que d'autres catégories existent et la liste n'est pas exhaustive.

Savoirs, genre et sécurité alimentaire dans le Noun (Ouest-Cameroun)

Cet article explore, à travers l'exemple de la société Bamoun, la façon dont les savoirs se constituent, se transmettent, se partagent et se complètent à l'aune des rôles sociaux, des identités de genre et de l'évolution de l'agriculture.

La société Bamoun est hiérarchisée et dominée par l'agriculture. Elle est organisée autour d'un roi, le 19^e de la dynastie, de notables et d'élus locaux. La vie sociale repose sur les savoirs qui sont déterminés par le genre, le rôle social et le statut matrimonial. Il s'agit d'un ensemble de connaissances, d'aptitudes, de manières d'agir acquis à travers l'apprentissage. Plusieurs mécanismes sociaux œuvrent en faveur de la conservation des savoirs face à la modernité et à l'installation massive des peuples Bororo, Bamiléké etc., encouragée par la fertilité et la disponibilité des sols. Ces migrations introduisent progressivement une nouvelle manière de vivre, de penser et d'agir tandis que la société Bamoun élabore des stratégies de préservation de l'identité féminine et masculine. D'où le thème choisi

en 2018 pour la 547^e édition de la fête traditionnelle "Nguon" : "La femme bamoun, belle, active, digne et décente... la femme bamoun gage d'un foyer prospère." Cette thématique schématise l'image associée à la gent féminine ainsi que les savoirs correspondants.

La différenciation genrée des savoirs

Dans la société Bamoun, les tâches sont réparties différemment selon que l'on soit femme ou homme. Les femmes s'occupent du foyer et de certaines activités économiques. Les hommes sont, quant à eux, des pourvoyeurs de revenus. Cette différence des rôles détermine la spécificité des savoirs et leur transmission. Les plantes sauvages domestiquées, les techniques culinaires du repas favori "pen" (couscous) et "njapshe"

(sauce), la guérison des malades via les herbes, la pêche, l'agriculture, les rituels de naissance représentent l'ensemble des savoir-faire attribués aux femmes. Pour les hommes, l'on peut dénombrer plusieurs savoirs fondés sur la chasse, la fabrication des armes, la pêche, l'agriculture, la sculpture etc. Le champ des savoirs se construit autour de cette division du travail et de la hiérarchisation sociale.

Des savoirs connectés aux évolutions sociales

Les rôles des femmes et des hommes sont complémentaires. C'est le cas également pour leurs savoirs. Il y a une délimitation claire et précise des aptitudes féminines et masculines. Chaque catégorie d'acteurs veille à la conservation et à la transmission des savoirs qui leur sont spécifiques. Se faisant, ils assurent leur protection. L'observation du secteur agricole permet d'identifier les différents liens que l'on peut établir entre les savoirs féminins et masculins : des rapports d'opposition, de complémentarité et de continuité. L'introduction de la caféiculture par les colons a par exemple permis aux hommes de se familiariser avec cette culture destinée à la vente. Ce qui convenait à leur rôle financier. Les cultures vivrières étaient réalisées par les femmes dans le but de satisfaire les besoins nutritionnels du ménage. Elles pouvaient aussi vendre une part infime des récoltes. Seulement, la baisse du prix du café va aboutir à la masculinisation du secteur vivrier. Les hommes vont alors produire le vivrier comme les femmes mais avec un objectif différent : vendre dans les marchés locaux, nationaux et internationaux. Peu à peu, le maraîchage va se développer pour répondre à la demande croissante et attirer aussi les hommes. À chaque système de

LA PLUPART
DES PROGRAMMES
AGRICILES ONT
ÉTÉ CONSTRUITS
MAJORITAIREMENT PAR
ET POUR LES HOMMES



Les activités vivrières étaient initialement l'apanage des femmes. La croissance de la demande va amener les hommes à s'orienter aussi vers ces productions.

culture correspond donc un ensemble de savoirs précis, le choix d'orientation dépendant à la fois du savoir détenu, des opportunités et des rôles sociaux.

Ne pas renverser la domination masculine

Afin de comprendre les bouleversements liés à la division sociale du travail en milieu agricole, l'association APAISE a organisé, depuis 2014, 50 séances thématiques et pratiques avec les agricultrices dans 10 villages. Il ressort que peu de femmes s'orientent vers le maraîchage à cause du manque de savoirs dans ce domaine. 95 % des femmes en couple s'orientent vers la production vivrière, à petite échelle. Leur activité complète celle du conjoint fondé sur le vivrier et le maraîchage à grande échelle. Par contre, 98 % des femmes cheffes de famille s'orientent vers la culture vivrière et maraîchère à moyenne échelle. Les femmes font face à plusieurs difficultés dans l'accès aux savoirs liés au maraîchage car les hommes y sont sur-représentés. La plupart des programmes agricoles ont d'ailleurs été construits majoritairement par et pour les hommes. Il est donc difficile pour les femmes d'intégrer les sessions de formations et les campagnes de distribution des ressources. Cependant, elles ont constitué un réseau important afin de réclamer collectivement leurs droits à la formation et aux financements. Les organisations féminines permettent de lutter contre l'invisibilité de leurs savoirs et de leurs pouvoirs. La stratégie collective leur a permis de s'imposer progressivement, de développer leurs activités agricoles et augmenter leurs rendements. Certaines cheffes de famille stipulent que l'acceptation de leurs choix agricoles

et économiques est liée au fait qu'elles ne sont pas "une menace pour la traditionnelle séparation du pouvoir féminin et masculin". Le renversement de la domination masculine n'est pas leur but. Elles peuvent donc développer leurs activités agricoles tout en luttant contre les difficultés d'accès aux formations et aux autres ressources car leur but n'est pas "hors normes" pour parler comme un chef traditionnel rencontré en 2018.

Accompagner et former les femmes

Dans le village de Koudoubain, l'association APAISE a accompagné 2 organisations féminines dans l'obtention d'une formation sur la production d'une nouvelle variété de tomates. Elle a organisé plusieurs séances de travail et les a formées à la constitution des dossiers. Par la suite, plusieurs rencontres ont été organisées entre les paysannes formées et les autres pour que les savoirs acquis soient transmis. Si les hommes ont tendance à partager facilement les savoirs sur les cultures vivrières, il y a une opposition pour ce qui est des savoirs liés au maraîchage et à la riziculture. Le processus de transmission des nouveaux savoir-faire est encore dominé par des intérêts financiers et par le besoin de détenir l'exclusivité de la production de très bonne qualité. Pour répondre à ce phénomène, l'association APAISE a initié en 2018 la formation de 25 femmes dans la riziculture pour leur permettre d'acquérir de nouvelles connaissances sur cette filière très prometteuse, d'obtenir une parcelle d'expérimentation et des semences adaptées. Ce projet leur a permis de bénéficier d'un financement d'environ 400 euros. Elles ont été formées et accompagnées par 2 ingénieurs agronomes et ont pu conserver cette parcelle et ainsi augmenter leurs revenus et leurs productions. Elles ont acquis un deuxième champ communautaire afin d'élargir leurs surfaces cultivables.

Les garantes du développement local et de la sécurité alimentaire

Pour assurer la sécurité alimentaire dans une région donnée, il faut outiller les femmes. Il s'agit d'enrichir leurs savoirs agricoles par le biais des formations et de faciliter leur accès aux autres ressources de production. Selon la FAO, "100 à 150 millions de personnes pourraient échapper à la faim dans le monde si les femmes avaient un meilleur accès à la terre, aux animaux d'élevage, à l'instruction, aux services financiers et de vulgarisation, aux technologies et au marché". L'impact positif s'observe en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, mais aussi en termes de développement humain. Dans le pays Bamoun, les femmes sont très actives et engagées dans



Village Koupa-Kagnam, 2018, une productrice de patates douces et d'aubergines nous montre une plante utilisée pour soigner les problèmes de la peau chez le nourrisson et les enfants.

Berthe Prudence Pelanken

le développement de leur localité. Leur empowerment a bouleversé la séparation traditionnelle des savoirs et modifié la répartition des rôles. Aujourd'hui, elles ont augmenté leurs rendements grâce aux aides financières accordées par les programmes agricoles et la microfinance. Il s'agit la plupart du temps des prêts financiers compris entre 50 à 600 euros. Malgré l'insuffisance des garanties, l'association APAISE accompagne la constitution de leurs dossiers afin qu'elles obtiennent des financements. Plusieurs femmes parviennent ainsi à pérenniser leurs activités agricoles contribuant ainsi à renforcer la sécurité alimentaire. ■

Pelanken Berthe Prudence



pelankenberthe@yahoo.com
Dr en sociologie et consultante,
présidente de l'association APAISE
(Accueillir, Parrainer, Accompagner, Inclure
et Soutenir face à l'Exclusion)

CERTAINES CHEFFES DE FAMILLE STIPULENT QUE L'ACCEPTATION DE LEURS CHOIX AGRICOLES ET ÉCONOMIQUES EST LIÉE AU FAIT QU'ELLES NE SONT PAS "UNE MENACE POUR LA TRADITIONNELLE SÉPARATION DU POUVOIR FÉMININ ET MASCULIN"

EN SAVOIR PLUS :

<https://acmfrancecameroun.wixsite.com/aacm>

Les contours d'une institutionnalisation de l'approche genre dans le développement

La reconnaissance de la contribution des paysannes à la sécurité alimentaire s'est opérée sur un temps long, passant d'une totale invisibilisation dans la recherche et les statistiques à une prise en compte systématique dans les projets de développement. Retour sur les débats et les mouvements qui structurent le *gender-mainstreaming*.

Jusqu'aux années 1970, les approches de développement sont principalement restées axées sur la croissance économique et le développement des infrastructures, autant de "progrès" que l'on pensait bénéfiques automatiquement aux populations vulnérables et marginalisées, dont les femmes. Pourtant, on sait aujourd'hui que les femmes ont très peu profité des retombées économiques et des transformations sociales associées à ces interventions, qui se sont même parfois révélées défavorables à leur égard. Malgré la centralité du rôle des femmes en agriculture, leur travail a longtemps été invisibilisé, rendant ainsi tout un pan des politiques de développement aveugle à leurs besoins, leurs contraintes spécifiques (notamment l'articulation des tâches productives et reproductives), ignorant leurs savoir-faire et les inégalités de genre qu'elles subissent.

Peu à peu, le travail des paysannes et leur contribution à la sécurité alimentaire ont été reconnus. Cela a été permis par les contributions simultanées de la recherche (l'ouvrage *Women's role in Economic Development* d'Esther Boserup paru en 1970 fait figure de travail précurseur), l'élargissement progressif des études en sciences sociales des femmes (*women's studies*) au genre (*gender studies*), et à sa traduction dans l'agenda international. Ce concept de genre, en s'intéressant aux masculinités et aux féminités, devient un outil analytique pour comprendre les rapports sociaux de sexe et met en lumière le caractère socialement construit des discriminations et dominations hommes-femmes (p. 6-7).

En réponse aux biais masculins des projets de développement, un nouveau champ de recherche "genre et développement" se met en place dans les années 1980. Pluridisciplinaire, Nord et Sud, il entend intégrer des approches spécifiques liées aux contextes

géographiques, sociaux, religieux, culturels. Il suscite de nombreux débats et tensions au sein des mouvements féministes africains quant aux positionnements et concepts issus des courants féministes occidentaux, présentés comme universels (cf p. 35-36).

Ces tensions, appropriations, rejets et débats ont nourri les mouvements internationaux et contribué à l'institutionnalisation du genre. Celle-ci s'est opérée à différentes échelles : au sein des instances internationales, des gouvernements, des agences de coopération et de développement, de la société civile, des ONG. Cette reconnaissance s'est traduite au niveau international par la décennie des femmes (1975-1985) initiée par les Nations Unies. La Conférence de Beijing en 1995 marque également un tournant en ce qu'elle affirme les droits de toutes les femmes dans leur diversité et permet de réelles avancées. C'est l'avènement du *gender mainstreaming* : généraliser et automatiser l'intégration transversale du genre dans la conception, la décision, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes et des politiques. Cette volonté s'est ensuite traduite par une constante mise à l'agenda et s'est déclinée en engagements forts axés sur les droits, l'égalité et l'autonomisation des femmes. On observe depuis une multiplication de plan d'action, la mise en place d'outils, d'indices, l'intégration progressive et plus ou moins poussée de l'approche dans les cadres nationaux. Aujourd'hui, l'intégration du genre est devenue une exigence centrale des bailleurs de fonds internationaux (cf p. 12-14).

Des impacts ambigus

Mais ces dynamiques n'ont pas eu que des effets positifs. Cette institutionnalisation est critiquée par plusieurs mouvements et courants de pensée pour avoir progressivement occulté les rapports de domination et d'exploitation à la base des inégalités de genre. Renforcer les capacités des femmes sur la

dialectique des droits serait insuffisant voire dépolitiserait la question du genre, en le vidant de ses fondements féministes de lutte (p. 34). En effet, une première vague de projets axés spécifiquement "femmes" ont certes amélioré leurs conditions de vie, mais leur impact est demeuré faible sur le plan du statut, des rapports de genre, entraînant peu de changements de normes sociales significatifs. Les critiques s'articulent autour de plusieurs enjeux parmi lesquels la rare voire la non prise en compte des impacts sur le genre masculin ou encore le risque de réduire l'autonomisation des femmes à sa dimension économique, et par là d'en faire de nouveaux agents d'un capitalisme néolibéral fragilisant l'agriculture paysanne.

Alors, institutionnalisation en trompe-l'œil ou réel moteur de transformation sociale ? Il semble que la dynamique ait tout de même fortement contribué à accélérer et structurer les processus de revendication et à visibiliser des enjeux et des mécanismes auparavant ignorés. ■

Alexandra Quet-Viéville



alexandra.quet@inter-reseaux.org
Coordinatrice de la revue *Grain de sel*

EN SAVOIR PLUS :

Isabelle Droy. Femmes et développement rural. 1990
(et notamment le chapitre 3 p. 37) :
<https://bit.ly/3t1vZ5y>

La collection Cahiers Genre et développement :
<http://bit.ly/3kVn1Dd>

L'institutionnalisation de l'approche genre dans les programmes portés par les bailleurs de fonds, quels impacts ?

L'approche genre s'est progressivement imposée comme une composante essentielle des projets de développement. Comment la stratégie des bailleurs de fonds a-t-elle évolué sur cette question ? Quels sont pour eux les défis majeurs de l'opérationnalisation de l'approche et comment en mesurer les impacts ?

Grain de Sel (GDS) : Comment l'approche genre s'est-elle construite au sein de votre organisation et selon quels grands axes stratégiques et champs d'action spécifiques ?

Blandine Agossou Codjia (BAC), DDC Bénin :

La DDC est l'institution de coopération du développement international suisse et s'est dotée d'une politique genre en 2003. Cette approche intégrée de l'égalité passe par l'adoption systématique du thème genre de façon transversale à tous nos programmes et vise l'adoption de mesures institutionnelles, la facilitation d'un dialogue politique sur des dispositions, des lois y contribuant. Dans le domaine du développement rural, notre approche se concentre sur l'autonomisation économique des femmes et leur accès aux facteurs de production dont le foncier, sur l'entreprenariat féminin, notamment au travers de formations pour renforcer leur leadership, leur gestion et leurs compétences en marketing.

Tacko Ndiaye (TN), FAO : Le mandat de la FAO est lié aux questions agricoles, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle mais aussi à la gestion des ressources naturelles ; nous coordonnons différents efforts en matière de gestion de connaissances, de recherche et de statistiques agricoles. Il y a toujours eu une division genre au sein de l'institution, mais ses actions se sont élargies au fur et à mesure ; aujourd'hui quatre axes majeurs structurent nos actions : I) la question du leadership féminin dans les mécanismes de prises de décisions mais aussi dans les institutions. II) l'égalité de droits en matière d'accès et de contrôle sur les moyens de production et les ressources naturelles ; III) l'accès aux services, aux marchés, aux opportunités de travail décent et au contrôle sur les revenus ; IV) l'accès aux technologies, aux pratiques, aux infrastructures.

Ouafae Sananes (OS), AFD : L'AFD met en œuvre des politiques en faveur du développement et accompagne les partenaires dans

la réalisation des projets sur le terrain. Ces partenariats concernent les États, des collectivités locales, des entreprises, des ONG ou des fondations, sur des domaines très variés, dont le développement agricole et rural et le genre. L'AFD se considère aujourd'hui comme une agence féministe et porte la diplomatie féministe en haut de l'agenda de ses préoccupations. 100 % des projets sont examinés au regard de la dimension genre, dont près de 67 % ont comme objectif significatif ou principal la réduction des inégalités femmes-hommes.

AUJOURD'HUI LA NOTION MÊME DE GENRE EST TOUJOURS EN DÉBAT, Y COMPRIS EN OCCIDENT, RIEN N'EST GAGNÉ

GDS : Depuis les années 1980, on observe une institutionnalisation de l'approche genre dans les programmes de développement. Qui en sont les parties prenantes ?

TN : La mise à l'agenda international de la réduction des inégalités de genre a effectivement permis de mettre en place des objectifs et des cadres communs d'action, c'est notamment le cas de la Convention pour l'Élimination de toutes les formes de Discriminations à l'Égard des Femmes de 1979, qui est aujourd'hui le cadre genre le plus répandu avec le programme d'action de Beijing de 1995. C'est aujourd'hui une évidence que la recherche de l'égalité des genres est une condition sine qua non de la réalisation des objectifs de développement durable, en plus d'être une question de droit, c'est une question de pertinence, d'efficacité des actions. En interne, nous avons un système qui responsabilise le mandat d'intégration du genre dans les programmes, des points focaux, des



Les groupements féminins sont des lieux de partage de savoir-faire techniques et doivent être soutenus. Une association de femmes du village de Finkolo au Mali donne une leçon technique sur la culture de l'oignon.



Alizéta TAPSOBA/FAO Burkina Faso

De nombreux savoirs ancestraux sont détenus par les femmes et constituent un héritage précieux pour relever les défis agricoles et de sécurité alimentaire.

formations obligatoires et en ce moment nous travaillons à un centre d'apprentissage virtuel sur le genre de manière à avoir un espace où mettre à disposition des équipes tout le matériel méthodologique.

BAC : Oui, tout comme au niveau international, au sein de la DDC l'appropriation de la thématique genre s'est faite progressivement avec l'appui d'outils, d'instruments. Je suis à la DDC depuis 8 ans et les poches de résistance d'alors ne sont plus. C'est devenu une approche de travail. Sur les terrains nous avons des sessions de formations régulièrement, les différents réseaux thématiques régionaux et pays se rencontrent et coopèrent sur l'amélioration des pratiques. Parfois les niveaux de compréhension et d'appropriation sont en décalés. Il y a quelques années il était très difficile pour nos partenaires de nous rapporter leurs progrès en genre. Ils ne comprenaient pas. Mais à présent des évolutions positives sont notées.

OS : Je dirais que les bailleurs sont longtemps restés sur une approche "femmes et développement", sans interroger les rapports sociaux à la racine des inégalités de genre. Aujourd'hui la notion même de genre est toujours en débat, y compris en Occident, rien n'est gagné. L'institutionnalisation est indispensable pour avancer. En interne, les formations genre sont rendues obligatoires et permettent d'accompagner les directions régionales, les agences, les responsables pays, et projets sur l'intégration des outils, qui évoluent en permanence.

GDS : Le "gender mainstreaming" est critiqué pour avoir dépolitisé la question du genre. Que répondez-vous ?

BAC : On pourrait penser que cette démarche agit très peu sur les transformations sociales et les changements de valeurs mais je pense au contraire que les acquis au niveau des institutions sont des moyens pour traduire ces questionnements sur le terrain. Le *gender mainstreaming* permet d'analyser le contexte, préalable essentiel pour comprendre les relations de pouvoirs afin d'agir dessus...

LES ACQUIS AU NIVEAU DES INSTITUTIONS SONT DES MOYENS POUR TRADUIRE CES QUESTIONNEMENTS SUR LE TERRAIN

OS : Je suis d'accord. Il faut le voir de manière pratique et concrète : le *gender mainstreaming* c'est intégrer le genre de façon transversale dans tous les projets. Cette approche n'exclut pas de mettre un focus capital sur le droit des femmes et l'analyse des causes

structurelles des inégalités, le patriarcat, les deux niveaux se complètent. C'est une révolution en soi dans les pratiques de développement, même si ça ne suffit pas.

TN : Selon moi, cela permet de démocratiser le mandat, de responsabiliser sur l'allocation des ressources, le suivi des résultats, le rapportage vis-à-vis de nos états membres. Sans cela, le genre resterait toujours une activité marginale. Une partie des féministes voit dans le *gender mainstreaming* une forme d'invisibilisation, un simple affichage, mais je ne suis pas d'accord. Les organisations paysannes, les entreprises agricoles sont des milieux très masculins, cette approche permet justement d'insuffler le changement depuis la base, en s'appuyant sur des cadres communs, c'est progressif.

GDS : Concrètement, comment mesurer les progrès et les effets de l'institutionnalisation dans les politiques de développement ?

BAC : Pendant longtemps les questions de genre sont restées abstraites. En voulant faire des mesures de discrimination positive en faveur des femmes, on oublie de prendre en compte les hommes et la masculinité. Or sans les impliquer, on ne changera jamais les relations de pouvoir. Il faut leur faire comprendre qu'ils ont aussi à gagner à partager ce pouvoir. Beaucoup d'organisations travaillent ainsi avec l'appui de la DDC en milieu rural pour sensibiliser et diffuser les lois, dialoguer avec les détenteurs de la tradition

en vue de faciliter ce processus. Pour avancer il faut se fixer des objectifs et des indicateurs dès le départ, optimiser la qualité du reporting, des systèmes de monitoring.

OS : Effectivement, ne travailler que sur les femmes se révèle contre-productif, il faut impliquer les hommes et les garçons, car les masculinités sont au centre des problématiques de genre. Il faut déployer beaucoup de moyens dans l'école, l'éducation, car c'est aussi par là que se construisent les stéréotypes. Dans ce sens, un de nos projets, "Média Sahel" utilise les canaux médiatiques, la radio, tous les moyens d'information, les réseaux sociaux pour renforcer les capacités des médias locaux, produire des contenus avec et pour la jeunesse sahélienne et plus largement lutter contre ces stéréotypes de genre.

TN : L'institutionnalisation de l'approche doit être couplée avec des initiatives d'autonomisation des femmes qui soient basées sur la transformation des normes et pratiques sociales néfastes. Le point de départ c'est d'avoir une situation de référence : connaître l'étendue réelle et la nature des inégalités pour agir dessus, et cela implique de questionner les hommes, qui sont parties prenantes des changements de normes.

GDS : Quels outils ou dispositifs existent aujourd'hui pour contrer l'invisibilisation statistique qui a longtemps perduré sur les inégalités de genre ?

BAC : La disponibilité des statistiques genrées est vraiment une condition nécessaire et indispensable pour faire des analyses de qualité. Encore aujourd'hui, beaucoup d'enquêtes nationales ne sont pas désagrégées femmes-hommes, mais les outils se perfectionnent. Par exemple la DDC a mis en place la carte d'identité rurale qui fait la photographie des exploitations familiales et intègre la mesure d'un indice d'autonomisation économique de la femme et de l'homme permettant de voir si les appuis influencent vraiment le niveau économique de nos cibles femmes-hommes. Au Bénin, cet outil est aujourd'hui intégré dans le système de monitoring par des faitières paysannes. Le suivi stratégique et la capitalisation ne sont pertinents que s'ils se basent sur des données empiriques de qualité.

TN : Effectivement, les outils sont encore imparfaits sur de nombreux terrains, mais les évolutions sont significatives. La FAO intègre aujourd'hui systématiquement l'approche pour faire les recensements agricoles et appuyer les pays pour la collecte, l'analyse et la diffusion des données, ce sont des dispositifs de très grande envergure. Pour citer un dispositif qui a vraiment fait ses preuves en termes de dynamique et de mobilisation

DANS BEAUCOUP D'ENDROITS CETTE VOLONTÉ DE TRANSFORMATION EST EN MARCHÉ INDÉPENDAMMENT DES PROGRAMMES DE COOPÉRATION

endogène, les Clubs Dimitra (p.36) et les espaces de dialogue inclusifs qu'ils permettent sont un bon exemple de la façon dont on peut renforcer les capacités des populations, rendre visibles les savoirs des femmes et de construire les normes sociales.

OS : La budgétisation sensible au genre (p.31), et tous les outils qui peuvent en découler est un point crucial : un budget n'est pas neutre du point de vue du genre. Au contraire, en ne tenant pas compte des rôles, capacités et besoins différents des femmes et des hommes, les choix budgétaires peuvent renforcer les inégalités existantes, et ce au niveau national ou local, que l'on parle de politique ou de programme de développement.

GDS : Quelles leçons tirez-vous en termes de bonnes pratiques, de conditions préalables pour opérationnaliser les réponses aux inégalités de genre en milieu rural ?

BAC : Le premier élément, c'est d'instaurer un dialogue politique. Parce que quoi que l'on fasse sur le terrain, s'il n'y a pas un cadrage national, s'il n'y a pas de loi, on n'avance pas. Instaurer la budgétisation genre dans les outils nationaux de planification est un de nos chevaux bataille actuellement. Nous articulons ce haut niveau avec nos interventions terrain, les deux se renforcent mutuellement. D'autre part, l'approche genrée doit être transversale, intégrée à tous les niveaux des actions. Et cela signifie qu'il faut impliquer directement les communautés, les pouvoirs locaux, et donc les hommes et les garçons.

TN : Effectivement, le cadre politique me semble être une condition indispensable pour traiter des inégalités de genre. J'observe beaucoup de progrès dans le discours, mais aussi les actions. Il va cependant falloir redoubler d'efforts, car les conséquences socio-économiques et sur le plan de la sécurité alimentaire de la crise sanitaire actuelle sont nettement plus marquées pour les femmes et les filles, au point de remettre en question les progrès en matière d'égalité des sexes enregistrés ces dernières décennies.

OS : Les défis sont immenses, mais le rôle des femmes, la préservation de leurs savoirs et savoir-faire sont fondamentaux pour les relever. Beaucoup de pratiques et de savoirs ancestraux sont détenus par les femmes et contribuent d'une part à la sécurité alimen-

taire et nutritionnelle, mais aussi à l'entretien et au maintien de la biodiversité, au respect de l'environnement, à la santé, au Care. Le niveau politique est indispensable, mais une grande marge de progrès se situe aussi au niveau des mentalités. Si on part du principe que le développement doit être uniquement endogène dans les sociétés où l'on respecte les structures traditionnelles, culturelles, il n'y aura pas de changement. La théorie du changement veut qu'on intervienne sur les brèches possibles, non pas par un coup de baguette magique mais en appuyant la société civile et les politiques. D'ailleurs, dans beaucoup d'endroits cette volonté de transformation est en marche indépendamment des programmes de coopération. ■

Tacko Ndiaye



Tacko.Ndiaye@fao.org
Fonctionnaire principale pour le Genre, l'Égalité et le Développement rural, FAO

Blandine Agossou Codja



blandine.agossoucodja@eda.admin.ch
Cheffe de projet Genre et Éducation, Coopération Suisse au Bénin

Ouafae Sananes



sananeso@afd.fr
Chargée de mission, Experte Genre, AFD



Souleymane Seck

Awa et Bénê racontent que si d'un côté, les responsabilités domestiques attribuées aux femmes sont établies socialement, certaines comme la cuisine sont aujourd'hui dévalorisées par leurs parents.

Les femmes en milieu rural : une histoire d'exclusion par le "genre" ?

Au Sénégal, les arrangements sociaux défavorables aux femmes sont tenaces. Malgré les bouleversements importants dans les systèmes et les rapports de production des savoirs et des richesses, les zones rurales semblent être imprenables... en apparence. La valorisation des savoir-faire et du travail des femmes pourrait-elle contribuer à une meilleure reconnaissance de leur place dans la société ?

Après un long périple de Dakar à Diourou, communauté rurale située dans la région de Fatick, me voici dans la grande concession de la famille Sow. Le patriarche, Babacar Sow, est un polygame avec deux épouses. La maison abrite ses enfants et leurs propres épouses. Au premier regard, la famille semble unie sous l'autorité ferme de M. Sow, malgré son âge avancé (75 ans).

Un bol d'eau et un genou à terre...

Après les salutations, Awa Faye, épouse d'un des fils du patriarche, me sert de l'eau pour me souhaiter la bienvenue. Genou au sol, en dépit de mes protestations, Awa ne se relève qu'après que j'ai fini de prendre quelques gorgées d'eau du bol qu'elle vient de me tendre. Marème N'Diaye Sow, âgée de 68 ans, première épouse de Babacar Sow, nous rétorque "C'est un geste de savoir être et de respect envers les aînés. Et, c'est une pratique bien de chez nous". Je me rends, partagé entre ma gêne et mon désir de comprendre un jour un peu mieux la leçon de Marème N'Diaye Sow. "Souleymane, me dit-elle, ce n'est rien, c'est juste un savoir-être, et c'est important. Nos parents nous l'ont transmis ainsi. C'est notre tradition".

Je ne me suis pas trompé : le droit d'aînesse ici veut bien dire, pour Marème, un droit de

genre. "La femme a une obligation de se soumettre à son mari et de s'acquitter des tâches domestiques. C'est une obligation et un devoir. On ne réclame pas de salaire pour notre responsabilité", m'objecte-t-elle, après que j'ai pris mon courage à deux mains pour lui demander si elle ne trouvait pas rude la déférence imposée à ces jeunes femmes.

**AU SÉNÉGAL,
LES ARRANGEMENTS
SOCIAUX DÉFAVORABLES
AUX FEMMES SONT
TENACES**

Certes, l'éloge de la tutelle des maris sur les épouses n'a rien d'un discours social étrange au Sénégal. Les récalcitrants à cet ordre en prennent souvent pour leurs grades. Mais ce consensus est-il vraiment à l'abri des temps ? Awa Faye a 25 ans, elle a fait des études pro-

fessionnelles dans le domaine sanitaire. On peut se demander si sa genuflexion de tantôt est le signe innocent d'une éducation à l'ancienne ou, tout au contraire, une concession, sous contrainte de la tradition.

Sous le grand manguier de la concession des Sow, la conversation bâtit toujours son plein et tout le monde a son grain de sel à ajouter. C'est là où Awa m'explique plus en détail comment elle voit les choses. "Je suis venue rejoindre la famille de mon mari, et je dois me mettre à son service, comme cela se fait en de pareilles circonstances. C'est moi qui dois prendre le relais des soins de ma belle-mère pour la famille. Elle n'a fait que gagner un repos mérité. Et c'est pareil aussi pour mes belles-sœurs dont chacune est déjà dans son foyer respectif". Chez Awa, cette conception de la place de l'épouse dans la maison de sa belle-mère ne doit pas non plus faire de la femme une citoyenne de seconde zone. Elle considère, en effet, que les femmes sont bien fondées à occuper les mêmes positions que les hommes (époux) dans la hiérarchie sociale. Est-ce donc une affaire de relation public/privé ; politique/domestique ? Si les réponses ne sont pas toujours claires, une chose semble nette : c'est la conscience de la valeur du travail abattu dans l'œuvre qui fait des femmes les garantes de l'équilibre social.

En attendant le "salaire de la responsabilité"

Béne Faye, 20 ans, la sœur cadette d'Awa Faye, vient de rentrer dans la conversation. Nous parlions toujours de travail domestique et de reconnaissance. Pour Béne, la seule reconnaissance et la seule valorisation dont elle peut témoigner jusque-là, c'est, dit-elle, l'appréciation reconnaissante de son mari et de ces beaux-parents. Je lui demande si elle souhaite envisager autrement la récompense à son travail. Elle répond : "Il ne peut pas en être autrement", avant de lâcher que ce n'est même pas tous les jours d'ailleurs que l'appréciation reconnaissante est gagnée. J'ai l'impression que la question que je suis venu poser à mes amies sur les formes de la reconnaissance éventuelle de leur travail domestique n'a pas trop de sens. Je commence à douter un peu de moi et de ce reportage.

Soudain cependant, la discussion prend une tournure surprenante. S'il m'apparaît clairement que dans la grande concession des Sow les femmes semblent plutôt valoriser, bon gré mal gré, leurs devoirs d'épouses au service de la famille à travers l'investissement domestique, il m'apparaît plus clair encore que la conscience qu'elles se font de la valeur de leur travail n'attend pas en retour de valorisations matérielles ou pécuniaires.

À L'ÉPOQUE
TOUT CE TRAVAIL
ENTRAÎNAIT FORCÉMENT
UNE RECONNAISSANCE
DANS LA FAMILLE

Même si on peut penser que cela découle d'une condition sociale défavorable, il y a un sentiment de fierté de savoir faire des choses qui se dégage des propos d'Awa Faye : "Les tâches domestiques sont fastidieuses, il est vrai. Mais je ne me plains pas. Grâce à ma mère, j'ai appris à faire toutes les tâches domestiques". Ce sentiment de fierté est encore plus prégnant lorsqu'on en vient à parler de cuisine de façon plus précise. Et, c'est là aussi où tous les clichés tombent. Celles que l'on pensait sans voix et sans avis, se découvrent : "Les parents investissent plus facilement dans le suivi scolaire



D'après le témoignage de Marème, l'accès aux équipements modernes bouleverse les pratiques et les savoir-faire culinaires, qui étaient auparavant source de fierté.

Souleymane Seck

du garçon que celui de la fille. Le moindre trébuchement dans la scolarité de la fille et celle-ci est menacée d'être reléguée à la cuisine. Faisant ainsi de ce lieu un espace dévalorisant", vient commenter Béne. Le regard d'Awa est approbateur. Elle ajoute : "Cette attitude des parents dévalorise tout le travail et le savoir-faire qu'il y a dans une cuisine".

Marème que l'on pensait avoir décroché depuis longtemps de la discussion, vient juste de formuler une objection. Selon elle, les choses sont aujourd'hui très différentes de ce qu'elles étaient jadis. Elle explique que la reconnaissance se faisait dans le partage des tâches domestiques, l'entraide entre les hommes et les femmes et, surtout, de dotations de parcelles de terres aux femmes. Celles-ci les géraient en toute autonomie, souvent dans le but d'améliorer la qualité des préparations. Marème accuse la technologie d'avoir tout changé. "À l'époque, dit-elle, les tâches de cuisine nécessitaient beaucoup de force physique et aussi des savoirs sur les aliments, les épices et les intrants. Tout ce travail entraînait forcément une reconnaissance dans la famille. Quand on finissait de servir, c'étaient les enfants de nos coépouses qui faisaient la vaisselle ; et le chef de famille se faisait une obligation d'alléger le plus possible le travail des femmes en allant chercher lui-même le bois

de chauffe pour la cuisine. Tous ces détails étaient bien huilés et c'était ça la reconnaissance, le partage". À cette minute précise, je me suis dit que je m'en serais voulu si je n'avais pas fait ce voyage à Diourou, pour entendre ça de Marème. J'ai cru comprendre que Marème venait de nous parler de rupture de tout un écosystème dans lequel chacun soutenait l'autre, s'entraidait. Je ne pense pas aimer le fond du modèle de Marème, mais j'entends l'objet de sa nostalgie : la chaîne de reconnaissance. Alors, sur la route qui me ramène à Dakar, je me pose des questions et je me demande si le temps de partager les tâches domestiques n'est pas venu. ■

Souleymane Seck



souleyseck@yahoo.fr
Diplômé en Management des organisations option communication, il a une expérience de plusieurs années dans le journalisme et est également entrepreneur agricole.

Les paysannes nigériennes de 2021 sont-elles ou non plus ignorantes que leurs mères ?

Les restrictions d'accès des femmes rurales aux ressources naturelles et à la mobilité, menacent la sécurité alimentaire et leurs savoirs spécifiques. Elles développent de nouvelles stratégies qui s'inscrivent dans une révolution déjà largement amorcée dans les habitudes alimentaires des ménages ruraux sahéliens : un clivage générationnel majeur s'amorce.

Les savoirs féminins paysans se sont construits sur les partages de responsabilités dans la reproduction sociale des familles et diffèrent d'une ethnie à l'autre (p. 8-9). Ils concernent à la fois les pratiques culturelles sur les champs familiaux pour les céréales de base et les pratiques spécifiques sur les lopins personnels. Ces derniers autorisent des spéculations diverses souvent qualifiées de "féminines" voire "secondaires". Ce sont pourtant des productions à haute valeur nutritive (HVN) essentielles pour la confection des sauces dans un régime majoritairement céréalier et à haute valeur monétaire en cas d'excédents. L'exiguïté des lopins, le peu de temps concédé pour les travailler ont conduit les femmes à des pratiques de culture associée et intensive et à développer des techniques d'amendement et de récupération. En cas d'accès à des parcelles irriguées, ces savoirs ont facilité une diversification de produits à HVN. Le choix

des spéculations "féminines" est souvent mis en perspective avec leur valorisation par la transformation, les femmes s'insérant ainsi dans la chaîne de valeurs.

Les restrictions d'accès à la terre pour les femmes interfèrent sur les deux types de savoirs : cultures familiales et cultures personnelles. En 2006, à Jiratawa (sud Maradi), les grands-mères déploraient déjà que leurs petites-filles ne savaient plus semer - leurs mères, privées de champ, n'ayant pu le leur apprendre.

Savoirs menacés : une déféminisation de l'agriculture ?

Depuis vingt ans, de nouveaux modes d'exclusion foncière des femmes se développent, parfois sous couvert religieux. Cela entraîne in fine la spoliation des champs des mères âgées par leurs fils. La main-d'œuvre fémi-

nine n'est plus requise compte tenu de la diminution drastique des terres familiales. L'hypothèse d'une déféminisation de l'agriculture est à présent confirmée dans les statistiques agricoles et socialement intériorisée et acceptée par les jeunes femmes. Elle entraîne une féminisation de la pauvreté et une baisse de la qualité nutritionnelle des repas familiaux.

Les femmes ont aussi développé des savoirs liés à l'exploitation de la brousse et de la forêt : bois de feu, feuilles, fleurs, fruits pour la nourriture, l'artisanat, la pharmacopée... La réduction de ces espaces "ouverts" (appropriation, mise en culture, insécurité) est une menace, aggravée par les restrictions croissantes qui pèsent sur la mobilité des femmes, jeunes en particulier (intégrisme religieux). Tout ceci a des impacts en matière de sécurité alimentaire : les apports (gratuits) de la cueillette sont particulièrement précieux en période de soudure, avec des greniers vides, des grains hors de prix chez les commerçants et des ruminants sous-appréciés sur les marchés dans le cadre des échanges bétail/grains.

En revanche, les savoirs féminins en élevage ne semblent pas pour l'instant menacés, et toutes les femmes qui le peuvent se sont lancées dans l'embouche, opportunément pratiquée à domicile, et à haute valeur ajoutée. L'élevage est plus que jamais la valeur refuge privilégiée des femmes qui ne peuvent plus cultiver. Encore faut-il qu'elles aient les moyens d'acquérir leur cheptel, dont la source était avant tout la production agricole personnelle et sa transformation.

Savoirs confisqués : la double peine

La pression croissante sur les ressources génère une chaîne d'exclusions entraînant à terme des soi-disant pertes de performance



Dans la région de Maradi, des paysannes s'informent via une radio USB.

de "l'agriculture féminine". En cause : l'iniquité de la répartition des terres agricoles selon le genre, la baisse drastique du nombre de femmes dans le secteur de l'agriculture (passé de 40 % à 11 % entre 2006 et 2021), autant de fausses bonnes raisons pour légitimer les futures exclusions, privilégier le chef de famille dans l'attribution des parcelles, des formations aux nouvelles techniques, des subventions... : de fait, une confiscation par omission...

La perte de mobilité concerne aussi l'accès aux marchés, avec confiscation de savoirs féminins de transformation (comme les beignets) par de jeunes hommes, eux aussi privés de terre ; profitant d'un courant intégriste religieux visant à justifier les restrictions de mobilité économique, ils s'emparent de ce créneau féminin. Ce contrôle accru de la mobilité les prive aussi des ressources immatérielles comme les nouveaux espaces d'apprentissage développés par des projets. C'est la double peine. En outre, cette perte de savoirs et de pouvoir économique en cascade entraîne une perte d'accès à la décision, y compris nutritionnelle : les maris décident des spéculations et gèrent les greniers familiaux ainsi que la récolte.

Savoirs conquis : elles nous étonneront toujours !

Le tableau ci-dessus est certes très sombre, mais ce serait sans compter sur la résilience des paysannes qui prend des formes nouvelles, voire inattendues. On observe le creusement du clivage générationnel en termes de savoirs. Les femmes mûres se lancent dans les nouveaux apprentissages agricoles, voire généralistes, proposés par les projets, dont les plus jeunes femmes sont exclues par les restrictions de leur mobilité mais aussi, fait récent, par désintérêt ! Elles se détournent d'apprentissages agricoles devenus inutiles - puisqu'elles n'ont plus d'accès à la terre, ou à la brousse.

Depuis une dizaine d'années, les femmes rurales nigériennes ont privilégié un meilleur accès à l'information, notamment via les téléphones cellulaires, les radios individuelles (p. 33) ; et, si interdites de marché, elles passent commande aux jeunes des puces ou cartes mémoires désirées. Cet accès direct, sans filtre marital, à l'information est une petite révolution.

Les femmes rurales se sont aussi impliquées massivement dans les mouvements associatifs locaux, qui prolifèrent : ce sont des lieux d'acquisition et de transmission de savoirs très divers, avec mise en commun des ressources, amorce des revendications et des luttes pour les droits. Cette

meilleure connaissance de leurs droits (y compris religieux) est exercée pour revendiquer l'héritage de la terre ou des arbres - objets de partage familial avec les femmes selon l'Islam, ou encore l'accès à des parcelles irriguées... Et l'on peut voir des chefs de canton ou des imams qui donnent raison aux femmes. Une plus forte implication de femmes dans l'arène publique locale est aussi observée : participation aux conseils municipaux, élections, conscience politique naissante, engagement dans les luttes nationales en faveur des femmes (p. 23)...

LA RÉSILIENCE DES PAYSANNES PREND DES FORMES NOUVELLES, VOIRE INATTENDUES

Les femmes investissent aujourd'hui dans l'élevage, dont les bénéfiques peuvent servir à racheter (souvent aux hommes appauvris) des champs, des unités de cultures attelées, pour cultiver ou faire cultiver les spéculations de leur choix ; elles luttent pour l'accès aux parcelles irriguées et la liberté d'y pratiquer des cultures "de rente". Les plus jeunes femmes visent une grande diversité d'activités génératrices de revenus non agricoles, soutenues en cela par les maris en migration en Lybie qui leur envoient des articles "exotiques" à revendre, très prisés ; elles innovent dans la restauration familiale non seulement à base des produits agricoles locaux mais aussi de nouveaux produits importés.

Elles maîtrisent des technologies récentes qui libèrent du temps et offrent de nouvelles opportunités : électricité (boissons glacées), réseau, transports. De plus en plus nombreuses à partir en migration avec leurs maris, elles acquièrent une panoplie de nouveaux savoirs, valorisés lors de leur retour au village, ou à la ville proche, exode rural oblige...

De nouveaux modèles

Alors, en 2020, les paysannes nigériennes se sentent-elles plus ignorantes que leurs mères ? Leur réponse est catégorique : non, au contraire, elles estiment en savoir bien

plus, et des choses bien plus utiles et intéressantes. Les modèles d'accomplissement de leurs mères ne sont plus les leurs : la tambara, qui fondait son pouvoir sur sa réussite agricole, disparaît ; pour les jeunes femmes, d'autres modèles émergent, notamment celui de la femme éduquée, professionnelle, de la commerçante prospère, de la femme propriétaire de champs qui fait travailler des salariés ou de la propriétaire de cheptel, de la femme maire ou conseillère, de la femme non battue, respectée.

Tout soutien à l'agriculture familiale doit tenir compte des nouvelles aspirations et valeurs des jeunes femmes et des jeunes hommes. Le téléphone cellulaire a révolutionné les modes de communication, l'accès à l'information, aux savoirs, pour le pire parfois, pour le meilleur souvent. Reste à concilier les savoirs anciens et nouveaux, un beau défi ! ■

Marie Monimart



mariemonimart@orange.fr
Forte d'une quarantaine d'années d'expérience de travail au Sahel, ses travaux portent principalement sur les questions de genre et développement rural.

Marthe Diarra Doka



marthediarra412@gmail.com
Sociologue nigérienne, autrice de nombreuses études et publications ; elle a notamment travaillé avec Marie Monimart sur le genre et le changement climatique, mais également sur les impacts de la pression foncière sur les femmes rurales.



Clarisse, unique femme élue au Conseil d'Administration de Fifata.

Malgré l'importance du rôle des femmes dans le secteur agricole, leur accès aux services de conseil est limité. Cet article revient sur l'accompagnement déployé par l'agri-agence Fert auprès d'organisations paysannes malgaches pour mieux prendre en compte les femmes dans leurs services de conseil et sensibiliser les ménages à leur prise de responsabilités.

Accès des femmes au conseil agricole : être volontaire sur le terrain

13 h : c'est le nombre d'heures que travaille en moyenne chaque jour une femme malgache au sein de l'exploitation familiale contre 10 h pour les hommes. Ce décalage est en partie lié à la gestion du foyer tandis que les hommes assurent généralement les travaux de force. Moins de temps disponible pour les femmes suppose une volonté forte des acteurs et actrices du conseil agricole pour s'adapter à leurs contraintes et leur permettre d'améliorer leur situation.

Un accès limité aux services de conseil agricole

Selon une étude réalisée sur la place des femmes dans les organisations de producteurs et de productrices à Madagascar, seulement 25 % des femmes estiment avoir un accès satisfaisant au conseil. Cette mauvaise performance peut s'expliquer par plusieurs contraintes limitant leur implication. La première tient au partage des tâches au sein des ménages. Les femmes doivent assumer les tâches domestiques en parallèle de leurs activités agricoles, elles sont donc moins disponibles pour participer aux formations ou visites d'échanges. La deuxième réside dans la nature des ac-

tivités agricoles, les femmes investissent du temps sur les petits ateliers de production (petit élevage ou maraîchage), souvent moins considérés que les grandes cultures (riz, maïs...) dans les actions de conseil. Le troisième frein relève du "poids culturel", le travail des femmes n'étant pas reconnu économiquement. Les hommes peuvent aussi être réticents à voir leur épouse suivre des formations ou prendre des responsabilités au sein des organisations de producteurs et productrices (OP). Ce poids provoque notamment chez les femmes une peur de ne pas être à la hauteur, les fait hésiter. Ce manque de confiance en soi est accentué par l'analphabétisme, plus présent chez les femmes. Enfin, les agricultrices ont souvent un accès limité au foncier et hésitent à réaliser des innovations sur leurs exploitations lorsqu'elles n'ont pas de droits sécurisés.

Une volonté d'adaptation pour intégrer les femmes

L'expérience de Fert de plusieurs années de conseil agricole en Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Madagascar...), montre que ce n'est qu'à partir d'une prise de conscience des contraintes des femmes par les producteurs-trices et

les technicien-ne-s, et d'une volonté politique des élu-es, que l'adaptation des services est envisageable. Un ensemble de petits aménagements pratiques est ainsi possible. Tout d'abord, il est nécessaire de prendre en compte l'agenda particulier des femmes qui sont souvent contraintes d'assumer de nombreuses tâches domestiques sur l'exploitation. En interrogeant les femmes et les groupements sur les horaires les plus adaptés, il est possible d'avoir une meilleure participation des femmes. Un conseiller agricole à Madagascar explique ainsi : "j'ai organisé les activités de conseil de 14H à 16H avec les membres de l'OP car les femmes sont moins disponibles en matinée. Je n'ai pas eu de soucis à adapter les horaires aux disponibilités des femmes car elles représentent 20 des 21 des membres de l'OP". Mais dans les OP où la majorité des membres sont des hommes, les contraintes des femmes peuvent être moins bien prises en compte, notamment pour les visites d'échange qui se déroulent souvent sur plusieurs jours. Les dispositifs ont été adaptés avec des échanges sur des demi-journées pour permettre à plus de femmes d'y participer tout en assurant leurs activités journalières et des visites plus loin pour ceux

et celles qui le pouvaient. Les personnes assurant le conseil jouent un rôle clé dans la mobilisation des bénéficiaires comme en témoigne ce conseiller : "J'essaie de venir au domicile de la femme membre de l'OP quand son mari est là afin de discuter avec lui et de le convaincre progressivement. Il finit par accepter".

Des services qui favorisent l'implication des femmes

Certains services attirent plus de femmes car ils répondent davantage à leurs besoins : l'accès au foncier (services d'immatriculation foncière et conseils juridiques), l'épargne-crédit local via les Groupements Villageois d'entraide Communautaire (GVEC) ou le stockage des produits agricoles... Une agricultrice malgache a ainsi créé avec l'aide de son conseiller un GVEC (groupement villageois d'épargne et de crédit), constitué de 20 membres dont 17 femmes. Elle a été choisie par les membres pour en être la présidente. Son mari a reconnu les bénéfices des nouvelles techniques agricoles adoptées par sa femme après sa participation aux formations et l'a soutenue dans ce sens. Selon elle, l'appui de son mari lui a permis d'as-

coupler, facilitant ainsi le dialogue sur les questions sensibles de gestion de la trésorerie et permettant de mieux prendre en compte l'avis des femmes.

L'accès au conseil permet aux femmes de prendre confiance en elles et par la suite de prendre des responsabilités au sein d'organisations. Léonie, une agricultrice malgache, élevait quelques poulets et pratiquait le maraîchage, tout en s'occupant de son foyer. Elle avait eu l'occasion d'assister à quelques animations organisées par les conseillères agricoles. Elle a rapidement constitué un groupement avec quelques producteurs et productrices, l'OP Vonona dont elle a pris la présidence. Son chemin vers une prise de responsabilités n'a pas été simple. Elle a dû notamment affronter les réticences de son mari qui était méfiant à l'idée qu'elle s'absente quelques jours pour réaliser des visites d'échanges. Mais son mari a changé de regard lorsque les revenus du ménage se sont améliorés. Aujourd'hui, il pousse sa femme à assumer ses responsabilités au sein de l'OP et accepte même d'assurer quelques tâches ménagères en son absence. Léonie cherche désormais à

accompagner par des techniciens et des leaders expérimentés. Il faut aussi orienter les appuis vers les femmes leaders pour que nous devenions plus professionnelles et que nous ayons davantage confiance en nous". C'est en prenant des responsabilités que les femmes peuvent influencer les pratiques et favoriser leur reconnaissance (cercle vertueux) ; cela se construit en trouvant le bon équilibre d'implication femmes / hommes et les moteurs du changement. ■

Hanitra Raharitsialonina



Coordnatrice Groupe Fifata
Région Analamanga
fert.hanitra@gmail.com

Andriamiadana Heritsimilefitra Soanary



miaffata@gmail.com
Chargée de formation
Formation Leader Paysan (FLP) - Groupe Fifata

Joseph Pouzoullic



j.pouzoullic@fert.fr
Chargé de projets Fert

Justine Gilloots



j.gilloots@fert.fr
Chargée de communication Fert

LA MAJORITÉ DES FEMMES RENCONTRÉES ESTIMENT QUE CES FORMATIONS LEUR ONT PERMIS DE MIEUX ARGUMENTER ET DONC D'ÊTRE PLUS ÉCOUTÉES

sumer ses nouvelles responsabilités et de gagner en reconnaissance de la part de ses pairs. La confiance en soi est en effet un élément essentiel pour permettre aux femmes de s'affranchir de quelques barrières et les inciter à participer à des activités de conseil ou à prendre des responsabilités. L'association malgache Cap Malagasy, spécialisée dans le conseil agricole, a développé avec Fert un outil pédagogique illustré, "le Monopoly agricole". Ce support permet de simuler le fonctionnement d'une exploitation agricole sur une année afin d'apprendre à analyser une exploitation et à prendre les bonnes décisions. Il est très intéressant pour les agriculteur-riche-s ne sachant ni lire ni écrire puisque le jeu est illustré par des dessins et photos. Il permet d'intégrer facilement les femmes qui se sentent à l'aise avec ce support simple. Par ailleurs, les animations sont souvent réalisées auprès des

aider d'autres femmes dans cette voie. Malgré des freins à l'accès aux services de conseil (poids culturel, analphabétisme, manque de confiance en soi, partage inégal des tâches domestiques, etc.), des améliorations simples et efficaces sont possibles. Selon l'étude genre conduite à Madagascar : "Bénéficiaire des formations et disposer d'informations sont un acquis considérable : la majorité des femmes rencontrées estiment que ces formations leur ont permis de mieux argumenter et donc d'être plus écoutées. L'augmentation des revenus du ménage à la suite de l'application des techniques contribue grandement à cette meilleure considération". Comme le résume Clarisse Ranorovohangy Rakotoniaina, la seule femme élue du conseil d'administration de Fifata, organisation paysanne nationale malgache : "Nous avons besoin d'un accompagnement pour pouvoir nous en sortir, un

EN SAVOIR PLUS :

Des services de conseil agricole inclusifs vecteurs de changement, GDS77, p. 35.
<https://www.inter-reseaux.org/publication/grain-de-sel-n77-le-conseil-agricole-a-t-il-encore-un-sens-aujourd'hui/des-services-de-conseil-agricole-inclusifs-vecteurs-de-changement/>

Des savoirs en mouture pour un beurre de karité globalisé

Au Burkina Faso, la filière karité est exclusivement féminine. L'évolution et la transmission des savoirs liés à cette culture sont bouleversées par le succès marketing de ce produit en Occident occasionnant des mutations importantes de la filière et des savoirs techniques. Et cela n'est pas sans poser des questions éthiques.

Au Burkina Faso, la fabrication du beurre de karité, activité exclusivement féminine, est généralement réalisée au sein des espaces domestiques, s'appuyant sur des liens de réciprocité et d'entraide inter et intra générationnelle. La maîtrise technique de cette production est une source de fierté pour ces artisanes qui reconnaissent les meilleures d'entre elles comme étant des femmes qui ont "la main qui donne beaucoup de beurre". L'étude comparée de chaînes opératoires de transformation des fruits du karité permet de mettre en avant quelques variations territoriales (comprises ici dans leur acception spatiale mais aussi historique et sociale) : spécificités de la matière première, des outils et des procédés. Ainsi, les beurres obtenus par les artisanes ont des aspects, des textures et des goûts différents. Par la suite, ils peuvent être facilement distingués sur les marchés et être rattachés à leur origine technique et culturelle.

Un produit omniprésent

Précieux oléagineux consommé et échangé à travers toute l'Afrique de l'Ouest et du Nord depuis le XIV^e siècle, le commerce international de karité va prendre son essor dans le contexte colonial qui en fera une ressource exploitable pour l'industrie de la métropole. Depuis plus d'un demi-siècle, le marché d'exportation du karité est contrôlé par des multinationales agro-alimentaires européennes et asiatiques qui utilisent le beurre de karité comme un ingrédient "invisible", jamais nommé ni mentionné dans la fabrication de confiseries chocolatées ou les margarines pour le marché de la grande consommation agro-alimentaire.

Succès marketing

À la faveur d'une volonté de plus en plus affirmée en Occident de consommer des produits naturels, exotiques, fabriqués de façon traditionnelle et éthique, ce "vieux" oléagineux industriel bon marché va devenir un "pro-

duit" et non plus un simple ingrédient, occupant une nouvelle niche économique cette fois en tant qu' "agent" cosmétique doté de qualités réparatrices et nutritives. Présenté comme une "découverte", le beurre de karité est promu comme étant "pur", "fait main", "sans produit chimique" (sans qu'il y ait pour autant toujours de certification ou de label de qualité biologique).

Changements de pratiques

Pour obtenir ce nouveau produit haut de gamme, différents projets "femmes et karité" (portés par les ONGs, les coopérations bilatérales et/ou l'État burkinabè) sont mis en œuvre au Burkina Faso depuis près de trente ans pour convier les artisanes, via des formations professionnelles, à adopter de nouveaux gestes techniques et de nouveaux critères qualitatifs sur les noix, les amandes et le beurre produit. Si l'apprentissage et la maîtrise de ces nouveaux savoirs répondant aux exigences du marché international permettent de construire un cadre de référence commun à toutes les artisanes formées, c'est également au cours de ce processus que la fabrication collective du beurre de karité se standardise dans la perspective clairement énoncée d'homogénéiser la qualité du beurre au niveau national. Le beurre obtenu a une couleur blanchâtre, peu d'odeur, une adhésivité à la peau, une texture fine. Il possède également un faible taux d'acidité, d'impureté et d'humidité. Ces caractéristiques physico-chimiques sont très éloignées de celles des autres beurres de karité produits par les artisanes qui se distinguent habituellement par une couleur souvent jaunâtre, une forte odeur et une texture granuleuse.

Vous avez dit éthique ?

Ce ne sont pas uniquement les vertus cosmétiques du beurre de karité que le marketing occidental met en avant pour convaincre les consommateur-ri-ce-s, mais aussi un imaginaire politico-écologique s'appuyant sur



Le barattage intervient après le concassage, la torréfaction et la mouture des amandes de karité. Cette étape a été conservée dans la chaîne opératoire prescrite par la plupart des projets.

Magalie Saussey

le naturel, les savoir-faire artisanaux, spécifiques, localisés, garant de "tradition" et d'authenticité. De manière symbolique, morale et matérielle, les consommateur-ri-ce-s peuvent avoir le sentiment de créer des liens avec les productrices de beurre au Sud. Mais sur les étiquettes des produits, ne figure au mieux que la mention "beurre de karité du Burkina Faso". Que ce soit sur les marchés internationaux ou au sein de leur communauté, les nouvelles artisanes formées par les projets ne sont ni reconnues pour leurs nouvelles compétences ni pour la qualité du beurre qu'elles produisent. Enfin, les faibles revenus gagnés pour ce travail long et laborieux, même lorsque le beurre est labélisé "commerce équitable", assombrissent considérablement son image de produit présenté pourtant comme éthique. ■

Magalie Saussey



magaliesaussey@yahoo.fr
Socio-anthropologue, consultante, formatrice et chercheuse indépendante rattachée à l'axe "Mutations du travail, genre et financiarisation" du CESSMA (Université Paris 7).

Les savoirs des femmes de Guédé Chantier pour l'agroécologie

À Guédé Chantier dans le nord du Sénégal, les femmes sont traditionnellement les gardiennes des savoirs locaux ce qui en fait les premières actrices de la transition agroécologique dans cette zone à l'environnement fragilisé. Elles transmettent des savoirs, expérimentent aussi, s'adaptent aux changements climatiques.



À Guédé Chantier, les femmes sélectionnent et transforment de nombreuses plantes naturelles dont elles connaissent et transmettent les vertus.

Enda Pronat

Le gouvernement sénégalais lance en 2019 le Plan Sénégal Émergent Vert, devenu depuis la référence publique nationale dans la stratégie sénégalaise pour la transition agroécologique. Plusieurs organisations de la société civile et publique travaillant sur la transition agroécologique ont saisi cette opportunité pour lancer en 2020 la "Dynamique de Transition Agroécologique au Sénégal". Elle a permis aux organisations membres de produire un document de contribution qui a été remis aux autorités. On y retrouve une analyse des politiques publiques en place, un diagnostic de la situation dans les six zones agroécologiques du pays et des pistes de solutions pour une transition agroécologique. Au Nord, à la frontière avec la Mauritanie, Guédé Chantier a servi de pilote dans le travail. Là-bas, ce sont les femmes qui portent les innovations agroécologiques en mobilisant notamment leurs connaissances traditionnelles et endogènes.

Des politiques agricoles néfastes pour les écosystèmes de Guédé

Guédé, village situé dans la Moyenne vallée, région essentiellement rurale et agricole, a été créé par le système colonial au moment de l'introduction de la riziculture au Sénégal. L'agriculture y était pratiquée sous pluie dans le Diéri ou avec la décrue dans le Walo. L'évolution des politiques a imposé le développement de l'agriculture irriguée que ce soit dans de grands périmètres actuellement confrontés à de graves problèmes de rentabilité ou dans des périmètres individuels ou villageois avec peu de moyens techniques et financiers. L'agriculture irriguée y est souvent couplée à l'utilisation de produits agrochimiques. En 1987, l'ONG Enda-Pronat, a commencé dans la région des expérimentations sur les techniques agroécologiques avec un groupement de femmes de la communauté rurale (CR) de Guédé en vue d'atténuer l'utilisation des

intrants chimiques. Elles ont aussi été accompagnées dans le développement d'activités économiques, dans le renforcement de leur leadership et dans la facilitation de leur accès aux instances de décision. L'accompagnement s'est ensuite élargi à des Groupement d'Intérêt Economiques (GIE) mixtes autour des cultures maraîchères, puis vers la riziculture et la production de semences paysannes. La dynamique de sensibilisation sur l'agroécologie s'est orientée plus tard vers les jeunes avec le développement de l'éducation environnementale dans plusieurs écoles de la zone ainsi que l'installation de fermes agroécologiques. Les campagnes de sensibilisation se sont appuyées principalement sur des pratiques éprouvées scientifiquement ailleurs et en conformité avec les normes admises dans le système scolaire sénégalais tout en reprenant les savoirs endogènes de manière globale.

En 2019, face à la dégradation des écosystèmes (salinité, acidification, érosion des sols) due au remplacement des cultures de décrues par l'agriculture irriguée, au déboisement et à des pratiques agricoles inadaptées, Enda Pronat a entrepris la revitalisation de mares naturelles pour restaurer l'écosystème local dans le village de Lérabé qui partage le même terroir que Guédé Chantier. Une bonne partie de la population de Guédé est d'ailleurs originaire de villages environnants comme Lérabé et continue d'exploiter les terres qu'elles détiennent traditionnellement et sous la responsabilité des autorités coutumières de Lérabé.

Expérimenter l'agroécologie avec les femmes à Guédé Chantier

Le choix porté sur les femmes dans la promotion de l'agroécologie et la lutte contre le changement climatique répond à deux logiques principalement. Il s'agit d'une

part de partir d'une petite expérience avec les organisations de femmes afin d'en tirer les leçons avant de l'étendre à une échelle plus vaste et d'autre part de capitaliser les connaissances endogènes des femmes sur l'agroécologie dans l'expérimentation sans pour autant introduire de changements brusques dans les pratiques des communautés. En effet, les femmes dans la zone sont habituellement les gardiennes des traditions et des savoirs locaux.

À Guédé, l'agriculture est en principe réalisée sous forme de cultures de décrue et ce sont les femmes qui sont essentiellement chargées de la récolte et du semis. À cet effet, elles ont la primauté du contact avec les semences et sont chargées de leur sélection. Ainsi, dans les processus de socialisation, les anciennes transmettent aux plus jeunes les savoirs acquis par la pratique comme le témoigne A. Diallo (69 ans) : "Dans notre société, une des manières de former la future femme était de lui enseigner plusieurs choses. Par exemple, la femme avait le monopole de la conservation des récoltes. C'est pourquoi une bonne femme devait avoir des connaissances empiriques qui lui permettent de connaître les bonnes graines à conserver pour les prochaines saisons parce que ce sont elles qui devaient principalement sélectionner les semences." Apparaît ainsi le rôle des femmes dans la conservation du patrimoine génétique semencier local mais aussi dans la transmission de ces connaissances. Pour Enda Pronat, miser sur elles était aussi une stratégie adaptée pour favoriser un changement de comportements.

En effet, il était plus facile en passant par les femmes de lutter contre l'utilisation des engrais chimiques dans l'agriculture, surtout dans une zone caractérisée par la riziculture. Le témoignage d'un agent de Enda Pronat est édifiant à ce sujet quand il souligne qu' "il était difficile d'introduire les pratiques agroécologiques en partant des

hommes parce qu'en tant que responsables de la production agricole ils sont obnubilés par les rendements et dès lors, il fallait utiliser les femmes comme porte d'entrée dans la zone en travaillant avec elles sur les petits périmètres qu'elles exploitent."

Après des années d'accompagnement, les résultats obtenus avec les femmes ont fini de convaincre certains hommes de s'adonner à l'agroécologie dans le village.

MISER SUR LES FEMMES ÉTAIT UNE STRATÉGIE ADAPTÉE POUR FAVORISER UN CHANGEMENT DE COMPORTEMENTS, NOTAMMENT SUR L'UTILISATION DES ENGRAIS CHIMIQUES

Les femmes actrices de la lutte contre les changements climatiques

Les femmes, dans la chaîne de production agroécologique mènent aussi des activités qui renforcent la lutte contre le changement climatique. Par exemple, les champs occupés par les femmes aux alentours des foyers pour la production de condiments nécessaires à la cuisson sont souvent des lieux et cadres d'expérimentation de pratiques agroécologiques mais aussi de promotion de pratiques en faveur de la lutte contre le changement climatique. Ainsi, elles initient et perpétuent la diversification culturale.

Ces espaces occupés par les femmes sont aussi des lieux d'expérimentation pour les ONG et les acteurs qui travaillent pour la transition agroécologique. Par exemple, c'est avec les femmes qu'Enda Pronat a initié et valorisé des techniques de restauration des sols et de maintien des périmètres contre l'avancée de la désertification. Profitant du savoir des femmes qui implantaient du gombo ou du bissap comme cultures de protection des champs, d'autres femmes ont rapidement reproduit cette pratique en remplaçant les cultures par des arbres servant de pare-vents dans la lutte contre le changement climatique.

Des savoirs féminins pour conserver les produits

Les femmes interviennent aux différentes étapes de la chaîne allant de la production à la transformation en passant par la conservation et perpétuent par des connaissances endogènes la conservation des produits selon des techniques locales gardant toute la richesse génétique des produits issus de l'agroécologie. Concernant la transformation, leurs savoirs concernant la transformation des produits agricoles et des pratiques de cuisson participent aussi à créer un continuum entre les différents maillons de l'agroécologie.

Une revitalisation des savoirs féminins

La notion d'agrobiodiversité conjuguée avec le changement climatique a donc favorisé une revitalisation des pratiques endogènes féminines aussi bien dans le domaine social, économique, des pratiques culturelles que de la préservation de la biodiversité. À Guédé Chantier les femmes ont contribué à la préservation de l'écosystème culturel et à l'introduction de nouveaux systèmes de production durables et respectueux de l'environnement. Cependant, ces savoirs et pratiques endogènes sont menacés par la monoculture et le délaissement progressif de la culture de décrue due à une baisse du niveau de l'eau liée au changement climatique et ce malgré la présence des fleuves Gayo, Doué et Sénégal, qui permettent aux exploitant.e.s de pouvoir irriguer leur exploitation agricole. ■

Dr Alpha Ba



alpha80@gmail.com
Enseignant Chercheur à l'ENSA,
Université de Thiès, Sénégal



Les ateliers de partage d'expériences et de techniques agroécologiques permettent aux groupements féminins de renforcer leurs savoirs et leurs synergies.

Enda Pronat

Dynamisme des mouvements de femmes rurales et processus d'affirmation dans l'action collective

L'implication croissante des femmes dans les organisations collectives montre non seulement des capacités des femmes à se saisir des opportunités pour s'investir dans la sphère productive mais aussi leur capacité à s'organiser, à développer des initiatives autonomes et à faire entendre leurs voix. Elles y construisent des compétences techniques et cognitives pour renégocier leur positionnement social. Illustration au Niger.

Dans les années 1980-1990, le contexte sociopolitique et économique africain a entraîné un mouvement de mobilisation des sociétés civiles favorisant l'émergence d'organisations collectives et une implication importante et progressive des femmes. La longue sécheresse de 1982-1984 ayant entraîné le départ massif des hommes en exode, la place des femmes au sein des collectifs agricoles, considérée auparavant comme complémentaire et nécessaire à celle des hommes, n'a dès lors cessé d'augmenter. L'avènement de la démocratie multipartite et l'émergence de la société civile ont renforcé l'engouement associatif en favorisant l'accès au statut officiel d'association par l'élimination des restrictions longtemps imposées par les États. Ont ainsi émergé au Niger des réseaux coopératifs nationaux et régionaux, parmi lesquels, la Fédération des coopératives maraîchères (FCMN-NIYA) créée en 1996 à laquelle se sont affiliées dès 1998 les coopératives maraîchères ainsi que les groupements de production de sésame de la Sirba. La FCMN-Niya, organisation paysanne faitière compte aujourd'hui 815 coopératives composées de 35776 producteurs individuels dont 13580 femmes, soit 38 % et l'on dénombre plus de 28000 groupements Mata Masu Dubara ou "Femmes ingénieures" (MMD) à travers le pays. Initié par Care International au Niger dans les années 1990, le modèle MMD, association villageoise de crédit, est né en réponse à un besoin critique de services financiers chez les femmes rurales.

La valorisation du sésame : un vecteur de reconnaissance sociale

Dans le cadre de la valorisation de la culture de sésame considérée comme une culture de femmes dans l'Ouest du Niger, l'engagement des femmes de Garbey-Kourou autour d'activités maraîchères via un groupement féminin puis une organisation mixte affiliés à la FCMN-NIYA leur permet d'accéder à des

formations et d'acquérir des compétences pour renforcer leurs capacités de production. Pour résumer les avantages économiques et sociaux que procure la mise en valeur du sésame, les femmes l'appellent leur or, "ura". Elles disent aussi "dukuri kaayan", la revanche, la compensation pour l'affliction subie. Le sésame leur permet de "sortir de la misère" et les ressources monétaires associées légitiment leur présence et leurs activités au sein de ces organisations et les encouragent à mobiliser des stratégies d'investissement agricole.

**SE REGROUPER,
REVENDIQUER
C'EST SE FAIRE VOIR
ET SE FAIRE VALOIR**

La valorisation d'une culture de rente par les femmes suscite l'intérêt des hommes et interroge les normes de genre. En effet, que ce soit au sein des organisations syndicales ou celles de production agricole, même si les femmes ne sont pas toujours aux postes de décisions, leurs capacités de résistance et leur affirmation identitaire bousculent les regards et les places occupées par les hommes. Si le pouvoir symbolique de l'homme tient en partie à son rôle productif, l'accès à ce rôle par la femme trouble les représentations sociales qui déterminent les identités de genre et entretiennent les relations de pouvoir. Les acquis des femmes en termes de droit ou de ressources monétaires forcent à une certaine reconnaissance même s'ils ne se traduisent

pas pour le moment par un renversement des normes sociales. Les nouvelles possibilités d'investissements stratégiques des femmes comme l'achat de matériel agricole, la prise en charge des grandes dépenses relevant habituellement de la responsabilité masculine (mariage du fils, paiement de l'impôt familial, etc.) qui placent les hommes (époux et fils) en position de redevabilité favorisent la reconnaissance sociale des femmes. Celle-ci contribue à l'émergence d'un processus d'affirmation identitaire plus visible auprès des femmes adhérentes occupant des postes de responsabilité et permet la critique ouverte des normes sociales et des tentatives isolées de renversement : comme le cas de jeunes femmes déscolarisées membres de ces organisations collectives qui cherchent à se soustraire des corvées familiales et domestiques.

Les réseaux MMD : l'émergence d'une identité collective ?

L'exemple des réseaux MMD est aussi édifiant en termes de dynamique transformative et d'affirmation des femmes rurales. Les différentes phases de mise en œuvre ont connu une évolution de l'approche allant de la satisfaction des besoins pratiques vers la prise en compte des intérêts stratégiques, avec la possibilité pour chaque type d'intervention (sécurité alimentaire, santé, micro finance, etc.) de se bâtir sur la dynamique des groupements MMD, soit en les utilisant comme porte d'entrée pour atteindre les femmes ou comme cibles principales de l'intervention. Il s'agit de groupements féminins autour de caisses de microcrédits qui procèdent à une sorte de thésaurisation où les cotisations sont accumulées sur l'année et partagées aux membres pendant la période de soudure. Plusieurs groupes de femmes se forment à l'échelle d'un village, puis se mettent en réseau autour d'une caisse unique qu'elles approvisionnent grâce à des activités génératrices de revenus (AGR) comme la vente de

produits agricoles. Grâce aux multiples formations notamment en leadership, en droits humains, en santé sexuelle et reproductive, elles participent à l'animation de plateformes communales de sensibilisation sur des sujets sociétaux comme la scolarisation des jeunes filles, l'allègement des tâches ménagères ou les violences basées sur le genre. De ce fait, les "femmes MMD" renforcent leur ancrage au sein des communautés. Les sommes d'argent relativement significatives qu'elles mobilisent, les possibilités de prêts aux membres du réseau et aux autres membres de la communauté, et les investissements rentables qui sont permis, témoignent d'un processus d'engagement citoyen favorable à la mise en place de projets collectifs.

Se donne ainsi à lire un processus d'émergence d'une identité collective qui se construit plus dans la responsabilisation que dans la victimisation car c'est de l'image de femme actrice, revendicatrice de sa place citoyenne plutôt que de celle de femme vulnérable qu'il s'agit. L'engagement militant pour les droits des femmes est acquis et réel au vu de la mobilisation de ces femmes : en effet, plus de 60 % des conseillères municipales du pays sont issues des groupements MMD. Cependant les préoccupations relatives à la survie quotidienne dans un contexte d'incertitude, font que cet engagement militant a du mal à se cristalliser dans une identité collective suffisamment affirmée pour remporter toutes les épreuves inscrites à son processus d'aboutissement.

Un rôle pivot affirmé pour atténuer les chocs économiques et alimentaires

Le Niger est confronté de façon cyclique à des crises alimentaires qui entraînent un processus de paupérisation notamment de la population rurale (plus de 85 % de la population totale). En cas de crise alimentaire, le mari est théoriquement le premier pourvoyeur de la famille. La vente de ses biens constitués essentiellement de petits ruminants servent à l'achat de vivres. Ensuite les biens de la femme sont sollicités : animaux, meubles, tasses et bijoux de valeur si possible. Avec l'avènement des groupements de femmes MMD, les populations soutiennent que leurs caisses et leurs banques céréalières constituent les premiers secours pour venir en aide aux ménages en difficulté ou à la communauté en cas de choc économique général comme la perte des récoltes. En effet, les femmes étant les premières à subir la crise économique de par leur rôle nourricier, elles s'en sortent de plus en plus grâce aux économies et aux investissements qu'elles parviennent à faire à travers leurs activités génératrices de revenus (AGR) pendant que les maris se retrouvent en exode. L'accès à la terre par les possibilités d'achat notamment pour les femmes MMD les aide à faire des investissements rentables qui renforcent leurs capacités de résilience et les amènent à mieux appréhender les risques. Elles diversifient également leurs AGR au niveau personnel et collectif pour ravitailler les caisses des groupements tout comme celles des réseaux.

Leurs banques céréalières sont souvent garnies, de telle sorte qu'elles peuvent à tout moment répondre aux besoins d'assistance des membres, sans avoir à se dépouiller de leurs biens.

Des groupements féminins à la mixité

Par ailleurs, les groupements féminins constituent des groupes de pression, des espaces d'entre-soi très utiles en termes d'exercice à la prise de parole, de fréquentation de l'espace du dehors et de construction du leadership féminin pour mieux évoluer par la suite dans les groupements mixtes (p. 25). Ces organisations mixtes même si elles ne permettent pas l'accès des femmes aux postes de responsabilité et de prise de décisions, permettent aux hommes et aux femmes de se côtoyer dans un autre cadre que celui du ménage, favorisant ainsi l'interconnaissance, pouvant conduire à l'inter-reconnaissance. Si la non-mixité est une étape parfois nécessaire pour que les différents acteurs et actrices puissent s'exprimer, il semble que l'objectif à terme doit toujours être la mixité, le dialogue permanent. La mixité génère des conflits, certes, mais ces conflits ne sont-ils pas le résultat de toute confrontation d'intérêts différents ? Cette confrontation et ces conflits ne sont-ils pas des moteurs d'évolution ? Et d'évolutions certainement favorables à l'équilibre de genre. ■

Hadizatou Alhassoumi



penndo333@gmail.com

Agro-sociologue et enseignante chercheuse à la Faculté d'Agronomie de l'Université Abdou Moumouni de Niamey au Niger ; spécialiste des questions de Genre et Développement, membre de l'équipe pédagogique de la formation en ligne en Genre et Développement organisée par le pôle genre de l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID) de Genève.



Les femmes d'un groupement se rendent dans un champ de sésame en pleine fructification.

Les données mobilisées dans le cadre de cette publication, proviennent essentiellement des résultats actualisés de nos recherches de thèse, et ceux d'évaluations de programme ayant porté sur des organisations collectives féminines (groupements, réseaux et fédérations Mata Masu Dubara connus sous l'appellation MMD) et majoritairement composées de femmes (groupements de sésame) au Niger.

La place des femmes dans les Organisations Paysannes (OP), dynamiques et enjeux



Les groupements de femmes constituent des espaces d'émancipation, "d'empowerment" et de transmissions des savoirs agricoles.

FAO / Sviatoslaw Wojtkowiak

Les femmes occupent une place importante dans certaines filières, comme le lait, l'élevage ou encore les céréales, mais restent faiblement impliquées dans les organes de gouvernance des OP et des processus décisionnels. Leurs voix se renforcent pourtant via l'appui des OP : qu'apportent ces espaces en termes de leadership et de leviers transformationnels ?

Grain de sel (GDS) :
sur quelles filières travaillent vos organisations respectives et à quelle échelle ?

Hindatou Amadou (HA), APESSE : L'Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane a été créée en 1989 et est implantée dans 13 pays en Afrique de l'Ouest et du Centre. La représentation et la coordination se font au niveau national et au niveau régional. Aujourd'hui dans les pays sahéliens, l'élevage occupe une place prépondérante comme secteur économique et contribue fortement à la production alimentaire (viande, lait). L'APESSE fournit des services à ses membres et porte la voix des agro-éleveurs et agro-éleveuses dans ce domaine et œuvre à leur meilleure implication dans le développement.

Nathalie Eméline Ouedraogo (NEO), APROSSA : L'Association pour la Promotion de la Sécurité et de la Souveraineté Alimentaires au Burkina a été créée en juillet 2005, suite à l'autonomisation de l'antenne d'Afrique Verte qui intervient depuis 1990 dans la région. L'objectif est d'œuvrer à la professionnalisation de la filière céréalière, au niveau de la production mais aussi en appui aux transformatrices. Les femmes tiennent une place centrale dans nos dispositifs, elles constituent environ 35 % de notre réseau. Nous apportons notre appui à plus de 160 OP céréalières fédérées en 3 unions régionales, ainsi qu'à une quarantaine d'unités de transformation féminines, fédérées en réseau national, au Burkina Faso.

Djénéba Diallo (DD), ROPPA : Le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs

Agricoles de l'Afrique de l'Ouest a été créé en 2000 et regroupe 13 plateformes d'OP membres de la région. Il intervient dans l'ensemble du secteur agrosylvopastoral et halieutique. Sa mission est de représenter et de promouvoir les exploitations familiales (EF) et donc l'agriculture familiale. Les 13 plateformes comptent près de 15 millions de producteur-rice-s aujourd'hui. Pour défendre leurs intérêts, nos plaidoyers s'appuient sur

**ON CONSIDÈRE LA FEMME
NON PAS COMME UNE
AGRICULTRICE MAIS
COMME L'ÉPOUSE DE
L'AGRICULTEUR, À QUI
TOUT REVIENT**

une maîtrise des cadres des politiques agricoles nationales et internationales. De très nombreuses organisations sont membres de notre réseau, c'est pourquoi nous avons mis en place des espaces spécifiques en fonction de leurs besoins et de leurs intérêts : c'est le cas du Collège des femmes, du Collège des jeunes, de certains cadres pour les filières riz, pêche, céréales sèches, élevage...

GDS : Comment la question du genre est-elle prise en compte dans votre stratégie et au niveau de votre gouvernance ?

HA : L'APESSE tient compte de la question du genre depuis sa création, par le biais de formations ciblées et d'actions de renforcement de capacité des éleveuses, notamment sur les questions de transformation du lait ou de la fabrication de savons artisanaux. Un de nos outils phares est le bilan simplifié, soit un diagnostic précis des activités des EF au cours de l'année qui permet d'évaluer le niveau de couverture des besoins de la famille, notamment alimentaires. Cette photographie permet ensuite d'appuyer spécifiquement les ménages en fonction de leur niveau de résilience ou de vulnérabilité. Durant les entretiens, on se rend compte que ce sont les femmes quasiment exclusivement qui peuvent nous dire précisément ce qui a été consommé, comment, pourquoi, etc. Ces moments sont très importants car les hommes se rendent compte qu'elles sont responsables d'activités clés pour la résilience du ménage et de l'EF. C'est une prise de conscience qui débouche généralement sur une envie partagée que la femme bénéficie d'un accompagnement. Le bilan simplifié apporte une preuve de l'importance du travail et des savoirs des femmes. Mais la question de l'amélioration de leur positionnement au niveau de la gouvernance a été vraiment abordée en 2015, car malgré leur large présence dans les formations et les activités, on les voyait très peu au niveau des instances. On a donc mis en place un quota de 30 % de femmes au niveau des bureaux régionaux. Aujourd'hui ce n'est pas respecté partout, mais cela a quand même évolué dans

le bon sens car des espaces de concertation spécifiques aux femmes et aux jeunes ont été mis en place dans plusieurs pays membres de l'APESS.

NEO : Comme je vous le disais, les femmes représentent plus d'un tiers des membres de notre réseau. Nos actions visent à améliorer leurs compétences par des accompagnements techniques en gestion comptable et suivi financier, en normes qualité, en hygiène, etc. Il s'agit également de développer et d'appuyer la structuration des réseaux nationaux de transformatrices, et d'impliquer ces fédérations dans l'économie nationale et les politiques agricoles, leur donner du poids et du prestige. La plupart des femmes accompagnées deviennent ensuite des formatrices endogènes : cela crée une dynamique de transmission des compétences et des savoir-faire.

DD : Le ROPPA a traduit ses réflexions sur la question du genre par la création en 2004 du Collège des Femmes (CDF). Aujourd'hui il y en a un par pays membre et l'ensemble des 13 collèges est représenté au sein du collège régional. Les CDF sont des espaces qui défendent spécifiquement les intérêts des femmes, sont ouverts au dialogue, à la réflexion et au débat. Ces groupes ne sont pas des réseaux à part, mais sont tous intégrés aux faïtières mixtes. Au départ il y avait peu de femmes en position d'autorité, nous avons donc renforcé notre action de formation, de connaissance des OP,

LA TRANSMISSION DES SAVOIR-FAIRE EST SOURCE DE MOTIVATION, DE CONFIANCE EN SOI

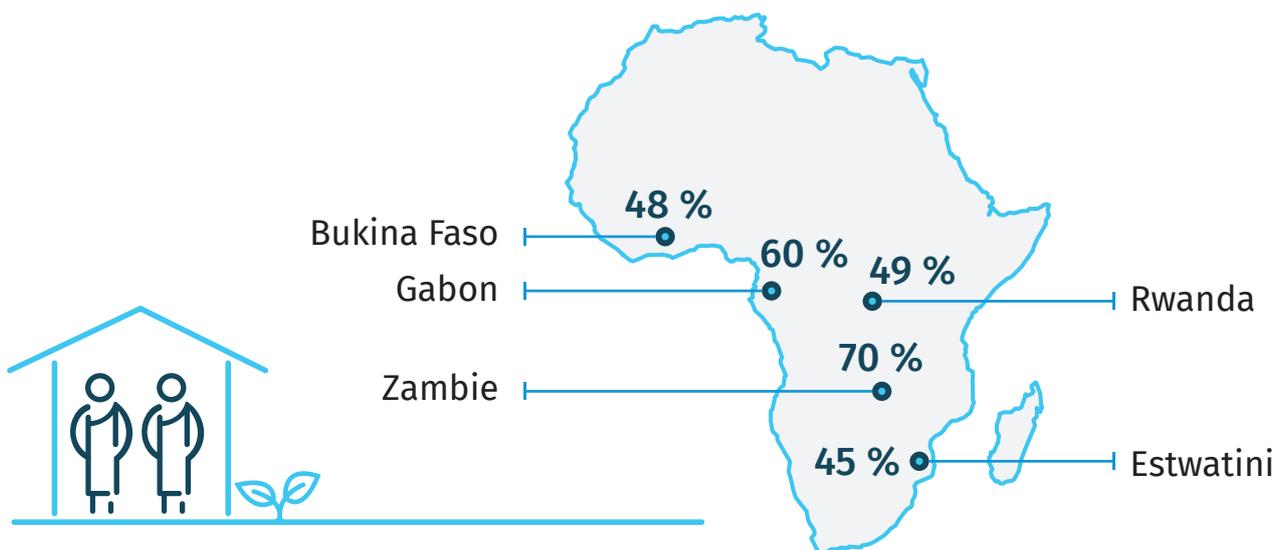
des politiques agricoles, afin que les femmes aient les moyens d'agir efficacement pour s'organiser et défendre leurs intérêts. Au-delà de la production, les femmes sont totalement impliquées dans la transformation des produits agricoles, il y a donc un gros travail pour valoriser les produits locaux (notamment au niveau de la FIARA - la foire internationale de l'agriculture et des ressources animales à Dakar). En interne, la représentativité des femmes dans les instances de gouvernance s'est largement améliorée, même si la marge de progrès reste faible.

Quelles dynamiques observez-vous quant à la place des femmes dans vos filières respectives, en termes de reconnaissance de leurs savoir-faire, d'accès aux ressources, de légitimité professionnelle ? Quelles inégalités de genre subsistent ?

NEO : La filière céréalière est assez nettement divisée en termes d'activités : on trouve une large majorité d'hommes au niveau de la production tandis que la transformation est principalement féminine. S'ensuivent des inégalités de genre malheureusement assez généralisées en agriculture : moindre accès des femmes aux financements, aux moyens de production en général et à la terre en particulier. Or, sans accès à la terre, la liberté de choix des activités est totalement réduite. Le poids des normes sociales est un véritable handicap pour l'émancipation féminine. On constate les progrès, même si ça prend du temps. Certaines OP féminines fonctionnent très bien aujourd'hui, notamment les plus anciennes, qui ont reçu plus d'appui et ont eu le temps de s'implanter, de se structurer.

DD : Effectivement, ces inégalités d'accès sont généralisées et les savoir-faire féminins peu ou pas reconnus. On considère la femme non pas comme une agricultrice mais comme l'épouse de l'agriculteur, à qui tout revient : le conseil agricole, le foncier, etc. Dans l'élevage, le rôle des femmes est pourtant clé, elles assurent la surveillance des troupeaux, leur alimentation et l'abreuvement, la traite des vaches et la commercialisation du lait. Leur force de travail n'est pourtant pas reconnue et elles restent marginalisées dans les instances de décisions. On estime que le levier principal de transformation est de permettre aux femmes de prendre conscience du

Exemples de pays où les taux de participation des femmes sont les plus élevés dans les coopératives



rôle qu'elles jouent et qu'elles se prennent en charge dans ce sens (p. 28), mais en parallèle nous menons un plaidoyer fort auprès des chefs traditionnels concernant les discriminations d'accès à la terre notamment, ils peuvent aider les femmes pour accéder au foncier.

LA RÉUSSITE DES FEMMES NE DOIT PAS ÊTRE VUE COMME UNE MENACE POUR LES HOMMES, AU CONTRAIRE

HA : Dans la filière lait les choses évoluent beaucoup actuellement. De manière traditionnelle, le lait appartient exclusivement aux femmes dès la traite. Elles en font ce qu'elles veulent : le donner, le vendre. Mais au fur et à mesure que le système de valorisation du lait s'est construit, notamment avec les mini-laiteries, les femmes ont perdu ce statut parce qu'après la traite, le lait est acheminé, transformé, elles perdent la main dessus. Certains intermédiaires et transporteurs sont les maris, pas toujours, mais dans tous les cas ce sont les hommes qui désormais contrôlent les revenus du lait. Avec la structuration de la filière et son potentiel économique, les hommes s'y sont intéressés et ont choisi les postes clés : ce sont eux qui sont responsables de ces mini-laiteries, excepté dans le Sahel où cette activité est traditionnellement toujours réservée aux femmes. Les inégalités ne sont pas au niveau des compétences des femmes, qui possèdent tout un tas de savoir-faire, mais leur mobilité (p. 16) est réduite, contrairement aux hommes. Aujourd'hui la place des femmes n'est pas assez valorisée dans la filière surtout concernant l'accès aux ressources. Il y a peu d'appuis et quand il y en a, ils ne vont pas directement aux femmes, elles ne sont pas bien accompagnées.

Dans quelle mesure les organisations paysannes constituent-elles selon vous des espaces de renforcement du leadership des femmes ?

NEO : Dans la filière céréales, nous appuyons des unités de transformation (UT) féminines. Les UT sont des coopératives ou bien des associations de productrices, leur taille et leur nombre de salariées varient beaucoup.

L'organisation en réseau leur permet d'obtenir de nouvelles expériences et connaissances. Les plus expérimentées peuvent transmettre leurs savoirs et leurs pratiques, c'est source de motivation, d'encouragement et de confiance en soi. Avoir des représentations permet de se projeter. Elles font aussi des ventes groupées ou achats groupés, ce qui leur permet d'éviter la mévente, c'est aussi intéressant pour elles d'un point de vue économique.

DD : Oui, ces espaces permettent d'échanger, de s'unir, de prendre conscience de leur capacité d'action et d'organisation, c'est source d'émancipation (p. 23). Les formations sont là pour accompagner le renforcement de capacités : leadership, plaidoyer, accès à l'information et à la formation, par exemple via l'Université Paysanne organisée chaque année par le ROPPA sur un thème, et qui est un moment fort de visibilité et de partage pour les femmes.

HA : Je rejoins vos positions. Ces organisations jouent un rôle prééminent dans l'*empowerment* des femmes, elles permettent de porter leurs voix et d'élaborer des messages spécifiques qu'elles peuvent revendiquer par le plaidoyer, d'adresser des questions prioritaires spécifiques aux femmes. Au niveau de l'organisation, leurs préoccupations devraient être plus visibles en termes de communication, il faudrait revoir les outils utilisés. Leurs représentantes font valoir leurs préoccupations dans les instances mixtes et la gouvernance, mais il serait intéressant d'aller au-delà et de traduire tout cela en actions concrètes.

Les rapports inégaux de genre ont des conséquences sur la représentation des femmes dans les instances de décision des OP. Quels freins majeurs identifiez-vous et comment les relever ?

NEO : Si les OP sont mixtes, on observe que ce sont malgré tout les hommes qui restent décisionnaires. Il y a un blocage au niveau culturel, les évolutions viendront avec la sensibilisation, l'éducation, et le fait que les hommes s'impliquent aussi pour appuyer les femmes. Pour amener les hommes à changer de mentalité, on cherche à leur montrer des exemples de réussites de femmes, ces réussites-là profitent à tout le monde : aux ménages dans leur entièreté et à la sécurité alimentaire. La réussite des femmes ne doit pas être vue comme une menace pour les hommes, au contraire.

DD : La prise en compte du genre est devenue omniprésente dans les projets mais sur le ter-

rain les inégalités résistent. Un frein majeur est l'absence d'une véritable reconnaissance de la valeur du travail des femmes, au niveau sociétal, mais aussi parce que les femmes elles-mêmes intériorisent ce manque de confiance. Un autre frein : l'analphabétisme qui écarte les femmes des formations, de la responsabilisation et de la prise de parole. La dimension socioculturelle est déterminante car sur le plan traditionnel, religieux, l'émancipation des femmes n'est pas encouragée. Dans les textes de loi, l'égalité femmes-hommes est reconnue, mais pas appliquée. Nos programmes de sensibilisation aux droits des femmes visent à impliquer les hommes et les jeunes dans ce processus de changement de mentalité. Aujourd'hui on met en place du mentorat, c'est ce qu'il y a de plus porteur pour la dynamique de changement : enseignement et formation sous forme de parrainage, de "coaching". ■

Nathalie Eméline Ouedraogo



emeline_ouedraogo@rocketmail.com
Animatrice et responsable communication,
Afrique Verte Burkina

Djéneba Diallo



adjibegounou@gmail.com
Présidente du Collège des Femmes
de la Confédération Paysanne du Faso,
membre du ROPPA.

Hindatou Amadou



hindatou_amadou@yahoo.fr
Responsable Plaidoyer/Lobbying & Genre et
Coordinatrice Régionale Campagne Lait APESS

Démarche Tylay : auto-découverte et mise en valeur des savoirs féminins

Au Burkina Faso, la démarche Tylay permet aux agriculteurs et aux agricultrices de prendre conscience de leurs compétences et de déployer leur potentiel pour transformer leurs exploitations. Cette démarche basée sur le bilan de compétences s'est révélée être un puissant levier pour la visibilité et la valorisation des savoir-faire féminins.

En Afrique subsaharienne, les femmes rurales articulent de nombreux rôles et responsabilités au sein des exploitations familiales (EF), tant sur le plan de la sphère productive que reproductive. Cette large palette de responsabilités leur confère des compétences et savoirs spécifiques diversifiés, paradoxalement, peu connus et reconnus. Au Burkina Faso la démarche de "formation" Tylay retient l'attention comme outil de valorisation des savoirs et savoir-faire des agriculteur-riche-s.

Accompagner la valorisation des compétences

Le bilan de compétences est une démarche initialement utilisée en Europe pour accompagner les travailleurs et les travailleuses à analyser leurs compétences, leurs aptitudes et leurs motivations afin de se remobiliser autour d'un projet d'évolution professionnelle. En 2003, la Coopération suisse l'a introduit au Burkina Faso dans le but de promouvoir un développement plus centré sur les personnes et les communautés. L'agence Corade s'est investie à adapter cette démarche aux enjeux et défis de l'EF en associant des outils de l'entrepreneuriat agricole et de planification stratégique. Dans un contexte où l'analphabétisme est assimilé à l'ignorance, il s'agissait d'accompagner les agriculteur-riche-s à prendre conscience de leurs compétences et à les mobiliser pour faire évoluer les EF. La démarche Tylay se fonde sur deux présupposés complémentaires : d'une part, lorsque la personne a confiance en elle et qu'elle a un projet qui donne du sens à sa vie, elle est capable de libérer son potentiel pour relever les défis. "Tilae" en langue mooré signifie "coûte que coûte". D'autre part, une personne qui développe son pouvoir d'agir et qui a le souci de sa responsabilité sociale devient un puissant levier de transformation de son milieu. Une autre expression mooré retranscrit cette idée : "Teel Taab N'yiki, Lagam Taab N'yidg",

soit "s'appuyer sur les uns et les autres pour se mettre debout et, ensemble", s'épanouir. La démarche est symbolisée par trois pierres (savoirs, savoir-faire, savoir-être) qui soutiennent le grenier, symbole de la prospérité de l'exploitation familiale. La démarche a été co-construite avec des organisations paysannes.

**S'ÉVEILLER À SES PROPRES
COMPÉTENCES
C'EST SE LIBÉRER
DU "COMPLEXE DU DIPLÔME"
ET DES STÉRÉOTYPES
SEXISTES**

Trajectoire de vie, auto diagnostic et projet personnel

La démarche Tylay est conçue comme un cheminement personnel durant lequel la personne travaille sur les matériaux de sa propre vie et les partage au sein d'un groupe d'une quinzaine de participante-s. Le cheminement s'articule autour de trois phases : I) la trajectoire de vie et le profil de compétences, II) l'auto-évaluation des activités et l'auto-diagnostic par la famille de son exploitation, III) le projet de vie sur 10 ans autour de trois composantes, soi-même, son exploitation et sa communauté. Parmi les effets majeurs de la démarche, on note : la transformation du regard des femmes sur elles-mêmes et leurs aptitudes à mettre en

exergue leurs compétences ; une plus grande reconnaissance par les hommes des compétences des femmes et de leurs apports à la vie de l'EF ; la transformation de la gouvernance avec une plus grande implication des femmes dans la prise de décision et la gestion de l'exploitation.

L'identité personnelle comme moteur de changements

Les tenants de la perspective psychosociale considèrent que les normes sociales et les valeurs culturelles sont les principaux agents dans la construction du soi. Dans de nombreuses communautés, les femmes sont l'objet de divers stéréotypes, inspirés par des normes et valeurs peu valorisantes qu'elles intériorisent. Cela influence négativement le regard qu'elles portent sur elles-mêmes. Illustrer les événements marquants de sa vie, les mettre en mots et les partager au groupe permet à chaque participante de prendre conscience de la richesse et de la singularité de son parcours, ce qui libère du prisme réducteur des stéréotypes. Ce sentiment de "repersonnalisation" est perceptible dans les témoignages recueillis : "Avec la trajectoire de vie, je me suis connue". Pour les hommes, le voile se lève sur des réalités de la condition féminine qu'ils côtoient au quotidien sans voir : "J'ai compris ce que c'est que la vie d'une femme".

La reconstruction d'une image positive de soi

Au sein de l'EF, les femmes, dont le travail est fragmenté en une multitude d'activités éprouvent du mal à se définir par rapport à des compétences majeures. Si la diversité de ces tâches est une clé de survie des exploitations, elle devient un facteur d'invisibilité des savoir-faire mis en jeu. En outre, les tâches non productives sont peu considérées. L'élaboration du profil de



Agence Corade

Une agricultrice de Pella présentant la "photographie" de ses activités

parole renforcent au contraire cette autonomie : "Je sais que je peux parler, décider, penser par moi-même". À l'étape "projet de vie", elles prennent en main leur futur. La prise d'initiatives pour améliorer la sécurité alimentaire du ménage est notable : "Je me suis mise à la production de fumure organique, ce qui m'a permis d'avoir un bon rendement, même avec des pluies insuffisantes ; j'avais décidé dans la formation de pratiquer l'élevage de porcs, j'ai acheté mille briques pour la construction de leur abri". Des femmes se lancent dans l'entrepreneuriat agricole : "Je suis passée de 0,25 ha à 12 ha avec plusieurs variétés. Mon nom est sur le registre national des semenciers. Je suis dans le bureau des entrepreneurs agricoles de la province". Elles s'affranchissent du handicap de l'analphabétisme : "Certaines femmes ont décidé de s'inscrire au cours du soir ou de se faire alphabétiser".

Le phénomène de "féminisation" de l'agriculture est une tendance lourde en Afrique, du fait de l'exode masculin et/ou de l'abandon par les hommes des activités agricoles au profit d'activités plus lucratives. Cela interpelle quant à l'urgence de visibiliser et reconnaître les compétences des femmes en agriculture afin de prendre davantage en compte leurs besoins spécifiques dans l'accompagnement de la transformation de l'agriculture familiale. ■

compétences va permettre d'appréhender ces savoir-faire clés. Elle consiste à narrer des expériences réussies, identifier les ressources en jeu et celles acquises, évaluer le niveau de maîtrise des ressources, classer les ressources les mieux maîtrisées en trois types (savoir-penser, savoir-faire et savoir-être) et les organiser de sorte à faire émerger les compétences clés. Ensuite, un symbole qui reflète son profil de compétences est choisi. Pour les femmes particulièrement, la mise en mots de leur profil de compétences devant les autres participant-e-s est un moment inédit de passage de l'intériorité à l'extériorité. L'estime de soi est renforcée : "Je ne savais pas que j'avais tant de compétences, moi qui ne suis pas allée à l'école", "J'accorde plus d'importance à mes activités", témoignent deux femmes. Elles réalisent que même les activités les plus négligées ont de la valeur car elles sont sources de compétences.

Le dialogue inclusif autour des défis de l'EF

Le bilan des activités comporte une étape consacrée à l'auto-diagnostic de l'EF au sein de la famille. Des triades sont constituées et les membres se visitent mutuel-

lement. Les échanges dans chaque famille portent sur la production, la gestion des sols et de l'environnement, la sécurité alimentaire, la commercialisation, la gouvernance. Cet espace de dialogue contribue à mettre en exergue l'apport spécifique des femmes à la vie de l'exploitation et leur place dans sa gouvernance. Ce processus a permis d'améliorer la communication et d'instaurer de nouveaux rapports entre femmes et hommes empreints de reconnaissance et respect mutuels : "Je sais désormais que ma femme a une opinion, je l'écoute". La gouvernance est transformée et les performances boostées : "Je ne décide plus seul, j'assois la famille et nous décidons de ce qu'il faut semer et comment gérer les récoltes et les revenus".

Renforcer le pouvoir d'agir

Les femmes sont souvent prises dans des rapports d'autorité qui limitent leur liberté d'opinion et leur participation à la prise de décision. Ces poids ont pour conséquence d'atrophier l'autonomie de penser, de décider et d'agir qui présuppose l'usage d'un "je" inscrit dans l'histoire. La réappropriation de son parcours de vie, le renforcement du sentiment de compétences, la libération de la

Gifty Narh



myrnarh@hotmail.com
Directrice de Corade
Experte en ingénierie de formation,
formatrice de formateur-rices de la démarche
Tyday/bilan de compétences.

Les Femmes de paix

Chez les Gbaya, les femmes sont détentrices de savoirs traditionnels liés aux plantes utilisées dans les rituels de paix, processus dont elles sont responsables et dépositaires. Bien que la symbolique et les croyances leur confèrent les vertus de vie et de paix, elles restent marginalisées des médiations formelles.

Dans les communautés Gbaya du Cameroun et de République centrafricaine (RCA), la paix et la résolution des conflits sont organiquement bâties autour des "femmes de paix". Leur pouvoir se transmet de façon matrilineaire ou par cooptation d'une femme de paix expérimentée. Elles sont les gardiennes du *Soré*, ou arbre de la paix et dépositaires du rituel, appelé *Nga'mo*. Pratiqué à la suite d'un conflit sanglant, de catastrophes naturelles, de famines ou de toutes situations qui apportent malheur et tristesse, il a le pouvoir de restaurer la paix. De façon préventive il vient aussi fortifier une harmonie déjà existante ou écarter toute situation conflictuelle.

Le rituel du *Soré Nga'a mo*

Ce sont les hommes qui convoquent le rituel du *Soré Nga'a mo*. Autrefois, les chefs de village en avaient l'exclusivité. Aujourd'hui sous l'autorité de l'État, ils font d'abord une demande formelle aux autorités administratives avant de convoquer les femmes de paix, qui mettent en œuvre le rituel. Après trois jours de sacrifices et de prières, elles

préparent le Zora, cocktail à base de douze essences arbustives dont le *Soré*. L'aînée des *Oko'o Nga'a mo* termine le cocktail en priant et en versant dans laalebasse l'eau de source avec laquelle elle a préalablement lavé son vagin. L'eau de source assainit l'environnement et le contact avec le vagin traduit la transmission de la vie et de la paix. Aucun rapport sexuel ne doit avoir lieu avant le rituel car le sperme est considéré quant à lui comme une souillure. La femme de paix prend ensuite une branche de *Soré* et des tiges de *ndo*, une essence florale, qu'elle trempe dans le Zora et en asperge les rues du village pour procéder symboliquement à l'instauration de la paix. La fabrique de la paix repose ainsi sur cette combinaison entre l'ontologie féminine, la maîtrise des essences florales aux vertus médicinales et les dogmes endogènes.

Le *Soré Nga'a mo* dans la résolution des conflits

Des archives historiques mais aussi des événements contemporains témoignent que le *Soré Nga'a mo* joue le rôle de pacte de non-agression entre communautés. À Garoua-Boulaï, à la frontière entre le Cameroun et la RCA, les Gbaya des deux pays organisent chaque année depuis 2011, le *Soré Nga'a mo* afin de prévenir l'effet domino des tensions vécues en RCA. En revanche, à l'est du Cameroun, à Mandjou, là où les Gbayas agriculteurs et les Peuls Mbororos se sont violemment affrontés en 2002 et 2011, aucun rituel n'a été enclenché malgré les interventions de l'État et des ONG, et les tensions restent vives. Les femmes de paix de Mandjou se sentent exclues et pour elles, c'est bien l'absence de rituels qui explique ces conflits permanents et le manque de prospérité de la région.

Un rituel pour protéger les femmes

Les conflits en pays Gbaya concernent également les agricultrices, dont les champs et les parcelles sont très souvent détruits par les troupeaux. Mais les chefs locaux et les éleveurs minimisent leurs plaintes et ne font

rien pour résoudre les conflits. Or, les dégâts perpétrés contribuent à fragiliser la relative indépendance économique des femmes et renforcent la paupérisation des familles. Cette marginalisation les oblige à recourir au *Soré Nga'a mo*. Elles plantent dans leurs champs l'arbre de la paix et réalisent le rituel pour prévenir leur destruction. D'autres recourent à des talismans et du *Soré* planté à la lisière des champs. Les bergers prennent peur et détournent leurs troupeaux au risque de voir leurs animaux foudroyés.

Un capital culturel laissé de côté, à tort

Ainsi le *Soré Nga'a mo* constitue un capital culturel de paix et un facteur de stabilité économique pour les femmes. Celles-ci en sont le capital humain. Cependant, elles sont marginalisées dans les processus de paix. Selon l'ONU entre 1992 et 2019, les femmes représentaient 13 % des négociateur-rices, 6 % des médiateur-rices et 6 % des signataires. Au Cameroun, cette sous-représentation peut s'expliquer par des logiques à la fois phallogocentrique et patriarcale ainsi que par le mode de gouvernance. Bien que ces récentes statistiques soient relativement à la hausse, il reste que la participation féminine à la construction de paix n'est pas encore significative. Pourtant, la résolution 1325 de l'ONU reconnaît la pleine participation des femmes aux accords de paix. Il semble donc légitime et essentiel que les femmes de paix d'autres peuples soient valorisées comme médiatrices de paix et que les rituels de paix soient intégrés à d'autres mécanismes pour mettre fin aux conflits locaux et gagner en efficacité. ■

Dr. Amina Djouldé Christelle



a.kristy007@gmail.com
Enseignante-Chercheuse à l'Université de Ngaoundéré du Cameroun, elle est spécialiste des mécanismes féminins endogènes de construction de la paix en Afrique Centrale. Directrice exécutive du Centre de Recherche Community Research and Development Center (COREDEC) à Ngaoundéré, elle dirige le programme "Women and peacebuilding in Cameroon"



Adeline, 30 ans est *Oko'o Nga'a Mo* dans la ville de Bertoua à l'Est du Cameroun.

Amina Djouldé Christelle

Le travail non rémunéré, une épine ignorée dans le pied du développement

“La pauvreté a un visage féminin” entend-on souvent. Traduire en termes économiques les raisons de ce phénomène demande s’intéresser à la question du travail non rémunéré des femmes, et à son invisibilisation dans les statistiques et les politiques. Entretien avec Barbara Ky, économiste et Directrice du genre à la Commission de l’UEMOA.

Grain de sel (GDS) : Pourquoi étudier la question du travail non rémunéré ?

Barbara Ky (BK) : Le travail non rémunéré (TNR) fait référence à l’ensemble des activités des ménages pour la production des biens et services pour leur autoconsommation. Il s’agit globalement du travail domestique. Il est crucial d’étudier ce travail car la production qu’il engendre est d’une grande importance et comporte des implications aussi bien au niveau macroéconomique que microéconomique. C’est à partir de la production d’un pays que les agrégats macro-économiques sont élaborés pour concevoir la politique économique. Pourtant, l’ensemble de la production, en particulier les activités non marchandes, n’est pas comptabilisée par le PIB. On peut donc se demander si ces fondamentaux servant de base à l’élaboration de nos politiques ne sont pas biaisés ? S’intéresser au TNR permet de mieux appréhender la production réelle de richesses et ses acteur-riche-s nourrissant les statistiques de la main-d’œuvre.

GDS : Quels ont été vos premiers constats ?

BK : J’ai été interpellée par le paradoxe suivant : dans les pays en développement, les femmes semblent avoir un volume horaire de travail plus important que les hommes alors que paradoxalement elles sont plus pauvres. Ce constat, malgré les politiques publiques promotrices du genre, traduit un hiatus entre la façon dont l’analyse économique capte les contributions productives des femmes et les intègre à la lutte contre la pauvreté. J’ai été curieuse de mieux comprendre comment la comptabilité nationale capte la production des hommes et des femmes dans la création de la richesse d’un Etat. Par ailleurs, la problématique m’a d’autant plus intéressée qu’elle était laissée en rade par l’agenda international du développement. En effet, à leur formulation en 2000, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) occultaient complètement le TNR, même si

l’OMD 3 portait sur l’égalité entre les sexes. Ma conviction a toujours été que le développement passe par la prise en compte de cette question dans les politiques publiques. C’est pourquoi, je me suis attelée depuis 2008 à capter ce phénomène dans le cadre de mes études doctorales en sciences économiques. J’ai été confortée dans cette position par l’avènement, en 2015, des Objectifs du Développement Durables en 2015 (ODD). L’agenda 2030 accorde une place de choix au TNR.

LES FEMMES SOUFFRENT D’UNE PAUVRETÉ DE TEMPS QUI ENTRAÎNE LA PAUVRETÉ DES CAPABILITÉS

GDS : Les femmes constituent un énorme potentiel de développement, pourquoi leur travail est-il si peu pris en compte dans les statistiques économiques ?

BK : Deux raisons principales l’expliquent. Une raison conceptuelle qui est celle de la définition de la production, et partant du travail tel que défini par les Nations Unies et par le système de comptabilité nationale (SCN) qui est le référentiel de calcul du Produit Intérieur Brut (PIB). En 1993, celui-ci a connu une évolution majeure en élargissant la production à celle des ménages pour leur autoconsommation. Cependant, si les biens sont comptabilisés dans le PIB, les services eux en sont exclus. C’est ainsi que des travaux comme aller chercher de l’eau au puit ou du

bois de chauffe, battre les céréales, moudre le grain sont des productions calculées dans le PIB. En revanche, les services comme la garde d’enfants, la préparation des repas, le travail domestique ne le sont pas. Et à cette conception restrictive de la production correspond aussi une conception restrictive de la main-d’œuvre.

Quant à la seconde raison, méthodologique, elle a attiré au type d’enquête utilisée pour évaluer ces productions. Il s’agit des enquêtes budget-temps qui sont très complexes car elles retracent toute l’activité humaine sur une période de 24 heures. Ce faisant, elles permettent de capter le temps consacré à la production de biens et services marchands et non marchands, au travail de soin, au loisir etc. Cependant, elles sont rares, difficiles à mener, et onéreuses. La méthodologie est lacunaire, et induit une analyse fine basée sur une typologie d’activités à définir en amont, ainsi qu’une prise en compte des activités simultanées.

GDS : Quelles conséquences ces biais d’analyse ont-ils sur le terrain en ce qui concerne les projets de développement ?

BK : Les biais tiennent à la dualité économie marchande, économie non marchande. En sciences économiques, nous avons oublié qu’elles étaient les deux facettes d’une même pièce. D’une part au niveau macroéconomique, les PIB des pays en développement sont sous-estimés et donc biaisés. Cela impacte les politiques économiques qui en découlent. De plus, le PIB est un indicateur déterminant dans la capacité des pays en développement à emprunter des ressources pour financer leurs politiques de développement. Aussi, un PIB sous-évalué constitue des opportunités manquées.

D’autre part, au niveau microéconomique, toute activité des femmes dans le secteur marchand est inhérente au travail non rémunéré. Celui-ci vient toujours en amont

des productions marchandes. Pourtant, les tâches domestiques dans les pays en voie de développement sont extrêmement chronophages. Les femmes souffrent d'une pauvreté de temps dont le coût d'opportunité pourrait être notamment l'alphabétisation, l'apprentissage d'un métier, ou encore l'exercice d'activités génératrices de revenus (AGR), etc. Ce faisant, les femmes sont donc dans l'incapacité de développer leurs capacités, une notion introduite par Amartya Sen, Prix Nobel d'économie en 1998, pour qui le développement est une liberté de choix comme développé dans son ouvrage "Development as freedom". Ces leviers, censés autonomiser les hommes et les femmes, sont donc déterminants pour leur liberté de choix de vie.

GDS : La reconnaissance de la valeur du travail et des savoirs féminins doit-elle passer par une rémunération économique ? Est-ce que les filets sociaux pourraient jouer ce rôle ?

BK : La question des filets sociaux pose des problèmes de ciblage des populations et celle de la soutenabilité de leur autonomisation réelle (voir le GDS n°79). Prendre en charge la question du TNR, c'est insister sur trois piliers : la reconnaissance, la réduction et la redistribution. La reconnaissance par les pouvoirs publics pourrait se traduire en protec-

tion sociale, par la gratuité de soins ou tout autre compensation en nature. La réduction passe, pour ces mêmes pouvoirs publics, par la mise en place de services et d'infrastructures pour alléger ce travail : gardes d'enfant, forages, moulins à grains, foyers améliorés... Ce sont des réflexions très concrètes sur les besoins. Enfin, la redistribution et le partage qui peuvent être effectués par le truchement de la sensibilisation des hommes et l'éducation des garçons au sein des ménages. Comme vous le savez, le changement de mentalité est un travail de longue haleine.

GDS : L'absence de prise en compte du travail des femmes mène-t-elle fatidiquement à l'absence de prise en compte des femmes dans les politiques publiques ?

BK : Ce qui pêche, c'est l'intégration transversale des besoins des femmes dans ces politiques. La question est encore cantonnée au ministère en charge de la femme ou au ministère chargé des droits humains. Pourtant c'est une préoccupation pour l'ensemble des secteurs d'activités. La prise en compte de la sexospécificité dans un plan de développement devra se faire sur l'ensemble des étapes du cycle de vie de ce document de politique publique. Le second point d'achoppement est la budgétisation sensible au genre

(BSG). Créer une ligne budgétaire pour les activités féminines ne suffit pas à faire de la budgétisation sensible au genre ! La BSG devra être la résultante chiffrée d'une politique publique, et la prise en compte des besoins des femmes et des hommes devra se constater sur les étapes du cycle budgétaire (élaboration, mise en œuvre et suivi-évaluation).

GDS : De quelle façon la visibilité du travail agricole féminin pourrait-elle réorienter les politiques publiques ?

BK : Ce qui précède n'est pas valable que pour le travail agricole. Nous sommes confrontés à un problème de méconnaissance de la notion de genre et de volonté politique. Aujourd'hui lorsqu'on parle du "genre" on pense davantage aux violences basées sur le genre et aux inégalités de droits. En principe, un des instruments permettant de mettre en exergue le TNR est le budget-temps. Les résultats d'une enquête budget-temps pourraient fortement contribuer à mieux dresser un diagnostic dans tous les secteurs d'activités y compris l'agriculture. L'exercice de planification qui s'en suit n'est là que pour corriger la situation insatisfaisante précédemment diagnostiquée. Eu égard à son ampleur, le TNR et l'économie domestique devraient être au cœur de toute politique visant la résilience et le développement. ■

Tableau comparatif de l'emploi du temps femme-homme de 15 à 49 ans dans la commune de Koupéla, 2009

Groupe d'activité	Sexe de l'enquêté			
	Masculin		Féminin	
	Heures	%	Heures	%
Activité économique de marché	4 h 03 mn	16,93	3 h 31 mn	14,71
Activité économique hors marché	3 h 17 mn	13,78	2 h 44 mn	11,45
Dont · Puiser de l'eau · Ramasser du bois	27 mn 22 mn		39 mn 17 mn	
Activité domestique	59 mn	4,14	4 h 56 mn	20,65
Activité sociale	2 h 52 mn	11,31	1 h 15 mn	5,22
Activités loisirs et sport	25 mn	1,80	3 mn	0,20
Études	31 mn	2,22	16 mn	1,17
Utilisation des médias	41 mn	2,89	25 mn	1,75
Sommeil - Repas - Repos	11 h 18 mn	46,20	10 h 53 mn	44,82
Non déclaré	14 mn	0,73	17 mn	0,03
Total	24 h	100	24 h	100

Barbara Ky



lbrky@uemoa.int
Docteure en sciences économiques,
elle est experte en budget temps
(conception, collecte, traitement, analyse).
Elle est actuellement Directrice du genre
à la Commission de l'UEMOA.

EN SAVOIR PLUS :

Acheter l'ouvrage "Le travail non rémunéré, enjeux pour le développement" de Barbara Ky : <https://bit.ly/31ABYly>

La radio interactive, une tribune pour promouvoir les activités des femmes rurales du Burkina Faso

Le Burkina Faso apprend encore à marcher sur le chemin de la promotion du genre. La libération de la parole pour les femmes en milieu rural constitue un enjeu de développement. Un levier sur lequel l'ONG canadienne, Radios Rurales Internationales (RRI), met l'accent grâce aux innovations numériques basées sur la radio interactive.

Pour contribuer à relever le défi de l'émancipation et de la promotion de la parole des femmes rurales, l'expérience de la radio interactive fait ses preuves. L'ONG Radios rurales internationales (RRI) crée ainsi des espaces de communication pour les femmes rurales afin d'appuyer leur participation au débat public et la prise en compte de leurs préoccupations quotidiennes.

S'exprimer sans s'exposer

La radio est ainsi utilisée, au moyen d'innovations numériques, pour stimuler l'autopromotion des femmes. RRI appuie les radios de proximité à mettre en place des groupes d'écoute communautaires (GEC) dont chacun est spécifique : destinés aux hommes, aux femmes, aux jeunes, ou mixtes. Les GEC sont ensuite accompagnés par les équipes de production des radios dans leur fonctionnement. Pour faciliter la tâche, RRI a créé un serveur

vocal interactif doté d'un service d'appel gratuit appelé Uliza. Selon la cheffe d'équipe Alimata Konaté, Uliza permet de lever beaucoup d'obstacles. Elle confie ainsi : *"Au début de nos programmes, nous avons généralement moins de 15 % de femmes qui appelaient à la radio. Grâce à Uliza, nous nous retrouvons avec plus de 60 % de femmes : elles découvrent que c'est une technologie permettant de parler sans s'exposer et qui favorise la prise en compte de leurs préoccupations"*. Contrairement aux réunions publiques où les femmes rurales s'expriment rarement, Uliza est une opportunité de se faire entendre en toute quiétude, loin des sphères publiques souvent monopolisées par les hommes, et ce, gratuitement.

En effet, les groupes d'écoute font la fierté des femmes. À Koalma, un village situé au centre-nord du pays, le premier groupe de femmes mis en place à l'occasion du lancement d'un projet intitulé *"Radio-based Interactive Media Campaign for ViMPlus"*, ne tarit pas d'espoir. *"Maintenant là, nous allons parler"*, s'est exclamée une femme d'une trentaine d'années devant l'assemblée du village réunie pour l'occasion.

Pour les radiodiffuseurs et radiodiffuseuses, RRI fait du travail radiophonique un partenariat gagnant-gagnant. C'est ce que Sandrine Zonou, réalisatrice de l'antenne régionale de la radiotélévision nationale explique : *"RRI a beaucoup apporté dans mon travail à la radio"*. D'abord animatrice en langue française, Sandrine est devenue réalisatrice d'émissions en langue locale Dioula dans la région des Hauts-Bassins. Contrairement aux autres radios standards utilisant uniquement la tribune téléphonique, Sandrine a aussi l'opportunité de se rendre sur le terrain à la faveur

de la collecte d'informations pour la production des émissions. La réalisatrice peut partager son expérience au contact des femmes du monde rural qui confient qu'elles n'osaient pas appeler pour participer aux émissions au risque d'essuyer la colère de leurs époux. Grâce à Uliza, qui s'avère plus discret pour les femmes, Sandrine est convaincue que la radio est aussi un outil d'émancipation.

Un outil stratégique de développement humain

À Dédougou, une ville secondaire du Burkina Faso, un projet dénommé "Voix de femmes" est mis en œuvre. Son objectif est *"d'améliorer l'égalité de genre et la sécurité alimentaire chez les agriculteurs et les agricultrices d'exploitations familiales, en particulier les femmes, les filles et les jeunes"*. Les organisations de la société civile considèrent désormais les émissions interactives comme un outil stratégique. Contacté, le réseau d'appui à la citoyenneté des femmes rurales d'Afrique de l'Ouest et du Tchad, présent dans plusieurs régions, avoue trouver son compte en travaillant avec certaines radios partenaires de RRI. Sita Kam, chargée de la communication de ce réseau témoigne : *"Avec ces radios formées à la production d'émissions interactives, nos activités ont été menées avec succès. Toutes les émissions ont enregistré la participation de personnes ressources qui maîtrisent leur domaine."* Pour cette organisation qui a pris goût au travail avec les radios locales : *"Les activités radiophoniques sont indispensables. La radio étant l'outil de communication le plus accessible en milieu rural et le moins coûteux, elle permet aux bénéficiaires d'être au courant des objectifs des projets."*

Une piste à explorer reste de formaliser les GEC qui sont devenus des noyaux d'expression attractifs pour les femmes et hommes de tout âge en milieu rural. *"Pour ce faire, il faudrait envisager des échanges directs entre les radios et les GEC en vue de leur reconnaissance officielle auprès de l'administration publique"* plaide le chargé de métiers radiophoniques de RRI au Burkina Faso, Benjamin Nama. ■

Amidou Kabré



akabre@farmradio.org

Formateur des métiers radiophoniques. Il appuie régulièrement les radios communautaires partenaires de RRI à travers des formations et le suivi de la qualité de leurs productions.



Au village de Koalma, ces femmes organisées en groupe d'écoute, apprennent comment manipuler un poste radio multifonctions doté de plaques solaires pour les écoutes des émissions.

Mouvements féministes et agenda du développement en Afrique de l'Ouest : quels combats pour quels résultats ?

Dans quelle mesure les thématiques traitées par les mouvements féministes ouest africains actuels rencontrent réellement les défis propres à la condition féminine ? Tour d'horizon basé sur une étude menée auprès de la société civile et d'organisations féministes au Mali, au Togo et au Bénin.

Si les mouvements féministes (MF) africains s'inscrivent dans une histoire longue, ceux tels qu'ils sont connus aujourd'hui avec leurs structures, leurs statuts, leurs langages et leurs modes d'action sont apparus en Afrique subsaharienne après les indépendances. Ils revêtent une double dimension de socialisation : individuelle d'abord, selon laquelle les femmes sortent de l'isolement familial ou privé en pénétrant de façon jubilatoire dans l'espace public ; d'autre part, une socialisation au sens de la création de nouvelles formes de

liens sociaux : une solidarité entre femmes (sororité) qui prétend inventer de nouvelles formes d'expression. C'est surtout à la faveur de la Décennie des Nations Unies pour les femmes (1975-1985) que les MF ont explosé sur le continent africain. Cet essor s'est accompagné d'un déploiement impressionnant de mécanismes, structures, conventions, résolutions, stratégies visant à promouvoir l'égalité des sexes. Certes, la participation économique et sociale des femmes s'est aujourd'hui considérablement améliorée. Mais malgré la prolifération de MF au cours

des dernières décennies, les inégalités fondées sur le genre et l'exclusion des femmes se sont avérées difficiles à résoudre sur le continent. Quand tant de choses sont faites au nom de l'inclusion sociale soucieuse de l'égalité entre les sexes et si peu de résultats sont ressentis par les femmes sur le terrain, nous devons nous demander : qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ? La question des enjeux des MF, de l'usage qu'ils font des concepts de "genre", de "féminisme", d' "empowerment" et de leur adaptation au contexte spécifique africain mérite d'être soulevée.

Effet de mode ou vecteur de développement ?

Les MF africains sont pluriels et variés. Depuis "l'ONGisation" des mouvements féminins dans les années 80, les organisations féministes se sont imposées dans le champ du développement comme des actrices stratégiques allant parfois même jusqu'à servir de relais des États dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'information sur



Jeunes femmes leaders béninoises formées par le Réseau pour l'Intégration des Femmes des Organisations Non Gouvernementales et Associations Africaines. Dans six pays de la région, cette structure appuie la promotion du leadership féminin, notamment dans la sphère politique.

les droits, la création de revenus, la défense des droits.

Les perceptions à propos des organisations féministes varient beaucoup sur le continent. Pour certain·e·s, le féminisme tout comme le genre, ne sont que de “vains mots”, voire des “effets de mode”, inadaptés au contexte africain. Une telle radicalisation de la perception de ces concepts est corroborée par plusieurs travaux qui soutiennent que l’outil analytique du genre, parfois dénoncé comme étant trop lié à la pensée féministe occidentale, est considéré comme un mot à la mode introduit par les discours et programmes de la coopération internationale (p. 10 et 11).

Contrairement à cette perception, les responsables des organisations féministes interrogées considèrent à l’unanimité ces organisations comme vectrices de développement. Il est vrai qu’en contexte africain le féminisme est né de l’engagement profond des femmes et de leur dévouement à la libération nationale et il n’est pas surprenant qu’il participe aujourd’hui aux luttes et aux mouvements sociaux significatifs de la vie postcoloniale aux niveaux local, régional et international.

Les organisations féministes africaines couvrent toutes les sphères de la vie sociale (économique, social, politique, environnemental, culturel, technologique) avec comme constante l’égalité des sexes et l’inclusion sociale. Elles mobilisent de fait des financements pour des actions de plaidoyers, de veille citoyenne, d’éveil de conscience face aux multiples problèmes qui perdurent dans tous les secteurs de la vie publique et qui affectent de façon spécifique les femmes des milieux ruraux et urbains.

Le risque du mimétisme

L’analyse des démarches, stratégies et thématiques traitées par les organisations féministes d’Afrique subsaharienne ces dernières décennies montre des évolutions quasi couplées avec celles des Nations Unies ainsi qu’avec les conclusions et recommandations des conférences internationales sur les femmes. La diversité et la spécificité des contextes ouest-africains, requièrent pourtant que la mise en œuvre des actions de développement au profit des femmes tienne compte de leurs besoins particuliers. C’est donc à juste titre que certain·e·s répondant·e·s voient dans ce “mimétisme” un facteur de déstabilisation de la société africaine et de fragilisation de la cohésion sociale.

En adoptant les principes idéologiques, les mécanismes d’actions et le langage développementaliste des organisations internationales, les MF ouest africains perdent leur authenticité et leur crédibilité, apparaissant

de fait pour de nombreux·ses citoyen·ne·s comme de “nouveaux instruments de la recolonisation de l’Afrique”. Dans cette perspective sont contestées la dépolitisation, “l’instrumentalisation”, la “banalisation” ou encore la “récupération” de certains mouvements de femmes qui en pénétrant ou en se trouvant happés dans les cercles institutionnels, associatifs et des organisations multilatérales, y subissent l’épreuve des négociations et compromis, et sont soumis à d’autres impératifs politiques et stratégiques. C’est pourquoi, les “féministes africaines” sont perçues comme des “africaines blanches”, car leur appartenance socioculturelle contraste avec l’occidentalisation de leurs idées féministes, fondamentalement à l’antipode des réalités culturelles africaines. Les premières tentatives de démarcation ou de rupture du féminisme africain des discours féministes dominants remontent en 1977 avec la création de l’Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AFARD). L’entretien réalisé avec Sow sur les Mouvements féministes en Afrique prouve bien que certaines femmes africaines portent librement, voire revendiquent aisément l’étiquette de “féministe”. Selon l’autrice, cette étiquette provoque les imaginations et force à l’écoute dans le contexte africain. Elle permet de quitter les discours de convenance autour des femmes et cette “zone de confort” dans laquelle se réfugient de nombreuses Africaines pour revendiquer leurs droits sans questionner l’ordre patriarcal dominant.

IL SERAIT NÉCESSAIRE
DE DÉCOLONISER
LE FÉMINISME AFRICAIN

Le piège de la dépendance financière

Il importe de s’interroger sur l’authenticité et la maturité du féminisme dans les pays du Sud puisque la quasi-totalité des organisations féministes de l’Afrique de l’Ouest interrogées dépendent essentiellement des appuis financiers et techniques des institutions internationales, puis très accessoirement des dons et des cotisations des membres. Certaines féministes critiquent sans hésitation l’institutionnalisation et “l’ONGisation” de leur mouvement à travers

les financements et les orientations de l’aide au développement et y voient un processus de domestication et d’instrumentalisation des femmes pour justifier le développement d’un nouveau “petit capitalisme populaire à visage féminin” (p. 10 et 11), (Federici, 2002). Ce manque d’autonomie financière inhibe les actions d’amélioration de la condition féminine, car les MF ne bénéficient du financement des partenaires techniques et financiers que si leurs projets s’inscrivent dans les plans annuels de développement de ces bailleurs (p. 11). Ceux-ci ont par ailleurs dépolitisé la question en soustrayant la dimension de rapports de pouvoir au terme “genre”. Dès lors, des projets prioritaires pour les communautés à la base se retrouvent relégués au second rang parce qu’ils ne s’inscrivent pas dans les priorités des agences de développement. En cela, il serait nécessaire de “décoloniser le féminisme africain”.

Il ressort de cette recherche que l’alignement des MF des pays d’Afrique subsaharienne sur l’agenda de développement des Nations Unies ne permet pas la mise en œuvre d’actions efficaces et durables pour la défense de la cause féminine. Ils sont perçus comme un effet de mode (40 % des répondant·e·s), ou encore comme un vecteur de développement (60 % des répondants). Cette limite fondamentale du féminisme africain favorise une reproduction sociale de l’idéologie développementaliste occidentale dans des contextes sociologiques pourtant inadaptés. Dès lors, il en résulte une inefficacité des actions de développement mises en œuvre pour promouvoir l’égalité des sexes en Afrique de l’Ouest malgré une “ONGisation” des MF africains depuis les années 1980.

Cette instrumentalisation des femmes à travers des “financements déguisés” apparaît comme une nouvelle forme de colonisation de l’Afrique et interpelle de fait la recherche féministe sur la véritable portée idéologique et développementaliste des MF africains. ■

Dr Yvette Onibon Doubogan



yvette.onibon@gmail.com
Enseignante chercheuse au département de sociologie/anthropologie à l’Université de Parakou au Bénin, elle coordonne le Laboratoire de Sociologie et Anthropologie Appliquées.

Les Clubs Dimitra, une approche d'autonomisation des populations rurales

L'approche Dimitra portée par la FAO, en se basant sur des groupes d'écoute et la dynamique de dialogue, met les communautés rurales au cœur de son action pour un développement humain endogène.

Le Projet Dimitra de la FAO, né en 1998, était à l'origine un projet d'information et de communication participative visant à donner une plus grande visibilité aux femmes rurales et à leur rôle de productrices agricoles. Au fil des années et en réponse aux demandes du terrain, le projet a évolué vers le développement d'approches pratiques pour améliorer l'accès des populations rurales à l'information, en particulier pour les femmes.

Des espaces de dialogue inclusifs

C'est ainsi que sont nés les Clubs d'écoute communautaires Dimitra. Cette approche de développement vise à contribuer à l'autonomisation des communautés rurales et à l'égalité femmes-hommes. Pour cela, elle s'appuie sur un engagement communautaire inclusif passant par le dialogue et l'action collective et sur la communication, notamment en lien avec les radios communautaires (p. 33) et l'utilisation du téléphone portable.

Aujourd'hui, après 10 ans de mise en œuvre, les Clubs Dimitra sont considérés par la FAO comme l'une de ses approches phares mettant l'humain au cœur du développement pour assurer une transformation équitable et durable du monde rural. À l'occasion de la mise en place d'un projet ou programme, les partenaires de terrain de la FAO sensibilisent les communautés villageoises à la notion de Clubs Dimitra et à leurs principes, fournit des formations et un coaching aux leaders-euses des clubs qui les animent par la suite sans aucune intervention extérieure. Le processus commence par la sensibilisation à l'approche afin d'avoir l'adhésion des personnes intéressées.

Un processus endogène

Les Clubs Dimitra sont des groupes communautaires, inclusifs, autogérés, informels, mixtes ou non, qui décident de se regrouper et de se structurer sur base volontaire avec

un objectif commun : identifier les problèmes de la communauté et mettre en œuvre des solutions en maximisant leurs capacités et ressources locales, sans attendre une aide extérieure. Dans ce processus, les hommes, les femmes, les jeunes, et en particulier les plus marginalisé-e-s, développent leurs capacités d'organisation, d'analyse, de réflexion, de dialogue, de négociation et d'action collective. Ce travail est fait dans un esprit de collaboration étroite avec d'autres acteur.ri-ce-s, tels que les autorités locales, les chefs coutumiers, les organisations paysannes et la société civile. Les radios communautaires et les réseaux communaux des jeunes des Clubs relaient et partagent l'information avec les autres villages et les autorités locales, à tous les niveaux.

Déconstruire les normes sociales

Le dialogue, l'action collective et la communication jouent un rôle fondamental dans le processus d'autonomisation sociale et économique suscité par les Clubs Dimitra. Femmes et hommes des communautés rurales participent pleinement à ce processus et à l'amélioration et la transformation de leur milieu et des conditions de vie, à la prise de décision et à la gouvernance locale. Un processus entièrement mené par les communautés elles-mêmes dont les membres, ensemble, deviennent de véritables agents de changement. La dynamique mise en place par les clubs va aussi permettre une réflexion et une déconstruction de normes socio-culturelles discriminatoires qui perpétuent les inégalités entre les femmes et les hommes, comme l'accès à la terre, les tabous alimentaires ou le mariage précoce.

Aujourd'hui, l'approche est utilisée dans plus de quarante projets et ou programmes conjoints des Nations Unies en Afrique subsaharienne pour faciliter l'engagement et l'autonomisation des communautés rurales, en particulier des femmes et des jeunes.



Assemblée villageoise de Clubs Dimitra

Ali Abdoulaye

Elle contribue aussi au succès de ces projets dans des domaines très variés comme la résilience climatique, la prévention des conflits et la recherche de la paix, l'autonomisation économique des femmes rurales, la nutrition, les migrations, l'emploi des jeunes et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication. Pendant la pandémie mondiale, les clubs ont joué un rôle moteur dans la diffusion des gestes de prévention contre la Covid-19 en milieu rural, comme ils l'avaient déjà fait lors de l'épidémie d'Ebola les années précédentes.

À ce jour plus de 6 000 Clubs Dimitra sont actifs en Afrique sub-saharienne, les femmes représentant 60 % des leaders-euses mais aussi des membres, au nombre de 180 000 environ. Au moins six millions de personnes bénéficient en milieu rural des retombées positives de la présence des clubs. ■

Christiane Monsieur



christiane.monsieur@fao.org
 Coordinatrice des Clubs Dimitra et responsable des questions d'engagement communautaire et d'autonomisation des populations rurales par l'action collective au sein de la Division de la transformation rurale inclusive et de la parité hommes-femmes de la FAO

Eliane Najros



eliane.najros@fao.org
 Experte, Mobilisation communautaire et genre ;
 Coordinatrice du Projet Dimitra de 1998 à 2014

EN SAVOIR PLUS :

Bulletin Dimitra 30 : <http://www.fao.org/3/i7865fr/i7865fr.pdf>
 Quel est le bilan des Clubs Dimitra ? <http://www.fao.org/fao-stories/article/fr/c/1200426/>
 La série vidéo "Impact des Clubs Dimitra de la FAO" <https://www.youtube.com/playlist?list=PLzp5N-gJ2-dK4oyjcuQMVOXe02ak9gt6H>



Alimentation saine et diversifiée : des brésiliennes engagées en agroécologie

Au Brésil, de nombreuses agricultrices pratiquent l'agroécologie. Leur production diverse et saine alimente leurs propres communautés et des populations vulnérables urbaines grâce aux marchés solidaires. Cela contraste avec le modèle agricole industriel dominant qui contribue à l'homogénéité et à l'insécurité alimentaire.

A lors qu'en 2014, le Brésil avait quitté la Carte de la faim de la FAO grâce à une décennie de politiques visant à promouvoir la sécurité alimentaire et renforcer l'agriculture familiale, l'enquête sur le budget des familles réalisée en 2017-2018 a montré que près de 85 millions de personnes souffraient d'insécurité alimentaire, d'incertitude sur l'accès à la nourriture et de sa mauvaise qualité. Le phénomène de la faim cachée, quand une personne peut être à la fois mal nourrie et obèse, en raison de la consommation accrue d'aliments ultra-transformés à

forte teneur en sucre, sel et graisse s'accroît également. Or, la production agroécologique sous la responsabilité des femmes (p. 21) est très diversifiée et contribue à la lutte contre la faim, la malnutrition et l'érosion des goûts et des textures due à l'homogénéisation alimentaire.

Le carnet agroécologique comme révélateur

Le Groupe de Travail des Femmes de l'Articulation Nationale Agroécologique a développé un instrument politique et pédagogique



Le Carnet agroécologique

Brésil, inégalités et insécurité alimentaire au temps du coronavirus

Le Brésil présente de grandes inégalités, avec de très grandes propriétés terriennes, de grandes entreprises d'exportation, de petites entreprises familiales et des paysans sans terre. Selon les données du recensement agricole de 2017, le Brésil compte plus de 5 millions d'exploitations agricoles, dont 77 % sont classées comme exploitations familiales. Elles occupent 67 % de la main-d'œuvre sur 23 % de la surface agricole totale. Près de 20 % sont gérées par des femmes, dont 62 % d'afro-descendantes. L'agriculture familiale produit une grande partie des aliments essentiels au régime alimentaire brésilien, comme les haricots et la farine de manioc.

Alors que les politiques de lutte contre la faim avaient porté leur fruit, l'élection en 2019 d'un gouvernement conservateur et néolibéral risque de changer la donne. L'amplification de la faim déjà constatée dans la dernière enquête sur les budgets des ménages en 2017-2018 a des raisons structurelles, telles que les inégalités sociales et la structure de production agricole. En 2019, le soja, la canne à sucre et le maïs - produits d'exportation négociés sur les marchés - occupaient 84 % de la surface cultivée. Parallèlement, on constate la réduction continue de la superficie plantée en riz et haricots, aliments de base de la population et l'absence de stock réglementaire de ces produits.

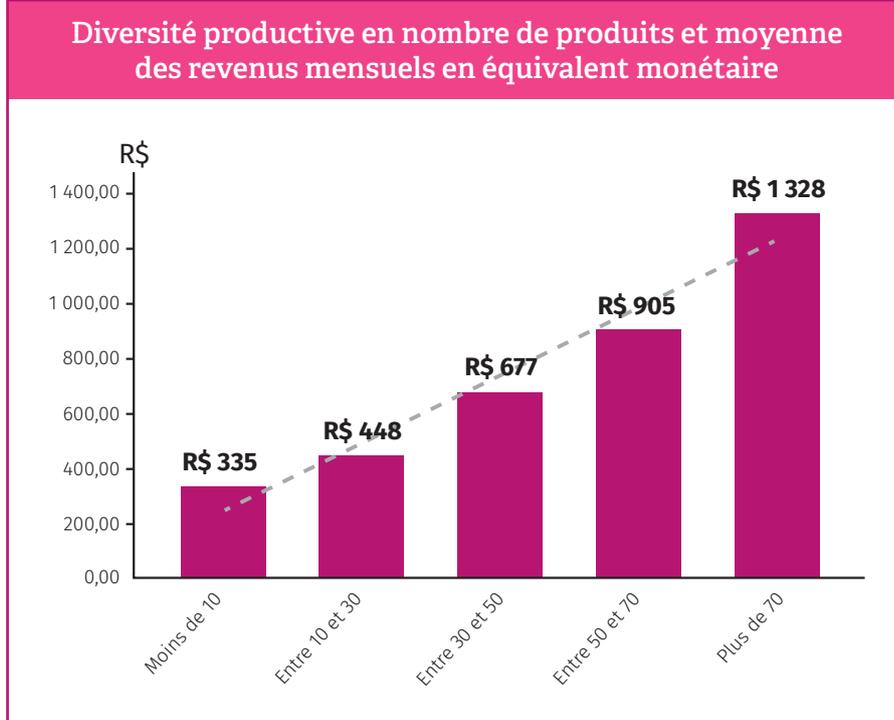
La pandémie de la Covid-19 a amplifié le problème, obligeant le gouvernement fédéral à fournir une aide d'urgence aux personnes vulnérables, notamment pour répondre à l'augmentation des prix des aliments. Alors que l'alimentation scolaire nourrissait 39 millions d'enfants et d'adolescents, avec des produits souvent issus de l'agriculture familiale (30 % de son budget est consacré à l'achat auprès de celle-ci), elle a été interrompue avec la fermeture des écoles en raison de la pandémie. Dans certaines municipalités, elle a été remplacée par une carte utilisée dans les supermarchés, souvent pour l'achat de produits ultra-transformés.

appelé le *Carnet agroécologique* qui permet non seulement de mettre en lumière la contribution économique des femmes à la sécurité alimentaire et nutritionnelle mais aussi de faciliter la prise de conscience des agricultrices de la valeur de leur travail (p.28). Il s'agissait d'enregistrer la destination de leur production dans un carnet avec quatre colonnes : l'autoconsommation, le don, l'échange, la vente. En 2018, 198 agricultrices ont rempli ce *Carnet*. Chaque mois, elles additionnaient les résultats et en discutaient avec d'autres femmes de leur groupe. Celles qui ne savaient pas écrire comptaient sur l'aide de leurs petites-filles, certaines ont depuis repris leurs études. L'ensemble des résultats recueillis a été analysé par le groupe de travail. L'autoconsommation, le don et l'échange - qui étaient généralement invisibles puisque considérés comme des relations économiques non monétaires - représentaient 40 % de la valeur totale enregistrée. Le montant de la vente a également surpris. En effet, souvent, la production des femmes est vendue petit à petit, les revenus sont immédiatement utilisés pour répondre à des besoins quotidiens et ne sont donc pas visibles comme l'est la vente de la récolte des cultures considérées commerciales.

L'analyse des données des *Carnets* a par ailleurs montré l'existence d'une grande variété de produits (627 types d'aliments végétaux et 138 plantes et semences) et une corrélation positive entre le revenu et la diversité des cultures. Cela a permis de démontrer que la diversité est un critère choisi par les agricultrices agroécologiques et que cette logique n'oppose pas la biodiversité et l'efficacité économique.

La diversité pour contrer l'homogénéisation

Au Brésil, les espaces de production agricole des femmes combinent en effet une grande diversité de plantes avec différentes architectures (hauteur, ramification) et systèmes racinaires permettant l'utilisation de différents niveaux de lumière, profondeurs de sol et associations de plantes. Dans ces petits espaces, souvent autour de la maison, on trouve des dizaines d'espèces de plantes destinées à diverses utilisations, telles que des aliments, des plantes médicinales, des appâts pour les insectes. Les femmes y domestiquent des plantes, qu'elles soient ramassées dans les bois ou échangées avec d'autres agricultrices. Les agricultrices sélectionnent, stockent et échangent les semences, en utilisant des critères liés au goût, au temps de cuisson et à la résistance au stockage. Des critères assez différents de ceux des entreprises semencières qui tiennent compte de facteurs liés à la fertilisation ou à la résistance aux herbicides. La Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles au Brésil (CONTAG) considère ainsi dans son rapport "Les femmes et l'agroécologie" que "Les femmes ont inventé l'agroécologie, elles l'ont construite tout comme leurs mères et leurs grands-mères qui la pratiquaient même sans connaître ce nom. Mais c'est leur résistance qui a assuré l'existence d'une diversité de semences et de pratiques



Source : Alvarenga, Camila. Sistematização das Cadernetas Agroecológicas e questionários. Viçosa: CTA-ZM, 2019

qui nous permettent aujourd'hui d'être ici, et qui, autrement, auraient été perdues avec la diffusion de la révolution verte."

Les femmes constituent également la majorité des personnes qui pratiquent l'agriculture urbaine. Elles produisent des aliments dans des espaces extrêmement réduits, comme des boîtes et des seaux. Elles s'opposent à la spéculation immobilière en valorisant des espaces verts à usages multiples. Ces jardins sont des espaces de sauvetage et d'expérimentation de plantes alimentaires non conventionnelles. Celles-ci sont faciles à cultiver car elles résistent au manque d'eau et aux sols pauvres. Certaines d'entre elles

ont une haute valeur nutritionnelle comme l'ora-pro-nôbis (*Pereskia aculeata*) connue sous le nom de "steak du pauvre" pour sa haute teneur en protéines, outre le calcium, l'acide folique, le fer et le zinc. Les agricultrices transforment ensuite les aliments pour les conserver, combiner des nutriments et retrouver à la fois les goûts de l'enfance et des traditions culinaires des communautés.

Des circuits de commercialisation solidaires

Plusieurs agricultrices participent à des circuits de commercialisation solidaires, en modifiant les systèmes habituels de distribution et logistique organisés autour de la spécialisation productive. Le Réseau Agroécologique des Femmes Agricultrices de Barra do Turvo (RAMA) constitue à ce titre un exemple parlant. Il y a quatre années que le RAMA travaille en alliance avec un réseau de huit groupes de consommation de São Paulo de différents types, tel qu'une association de lutte pour le droit au logement à Diadema ou des enseignantes qui organisent des dons aux élèves privés d'accès à l'alimentation scolaire. Certains groupes de consommation travaillent avec peu de fournisseurs ou peu de produits pour faciliter leur travail de distribution. Ici, le réseau travaille avec une offre d'environ 250 produits du RAMA, ce qui implique des défis de gestion et de logistique.

Ce ne sont pas les goûts ou les choix des personnes urbaines qui imposent aux agricultrices leurs choix de culture mais juste-



Les agricultrices du RAMA travaillent en mutirão pour ouvrir un espace de plantation.

ment le contraire. Le RAMA offre par exemple 13 types de tubercules différents, dont plusieurs étaient jusqu'alors inconnus en milieu urbain. La base du petit-déjeuner dans les villes est le pain de blé, importé la plupart du temps, alors que dans les familles rurales, les tubercules tels que le manioc et la patate douce restent la base du premier repas.

Par ailleurs, face à des normes d'hygiène conçues pour les grandes entreprises et à de longs circuits de commercialisation, les femmes se sont engagées à construire des normes sanitaires qui reconnaissent les pratiques traditionnelles et la cuisine maison, l'espace du foyer étant considéré comme un site de production.

L'agroécologie comme science, pratique et mouvement féministe

Les savoirs des agricultrices, en particulier de celles qui appartiennent à des communautés traditionnelles, partent d'une épistémologie complexe opposée à un scientisme réductionniste, centré sur des logiques de cause à effet et séparé des contextes et des systèmes socio-environnementaux (p. 21). Les savoirs des agricultrices combinent l'observation et l'expérimentation, la transmission intergénérationnelle et les échanges réalisés dans le cadre des pratiques traditionnelles du *mutirão* (action collective). Ces pratiques ont été

reprises par le mouvement agroécologique qui favorise les méthodes et espaces de systématisation et d'échange pour la construction commune de connaissances, comme la chromatographie utilisée par les agricultrices elles-mêmes pour analyser la structure et la fertilité du sol ou le carnet agroécologique évoqué plus haut.

**L'AUTO-ORGANISATION
DES FEMMES
DANS LE MOUVEMENT
AGROÉCOLOGIQUE,
EN S'AFFIRMANT COMME
FÉMINISTES, A FAVORISÉ
LA RECONNAISSANCE
DE LEURS SAVOIRS**

L'auto-organisation des femmes dans le mouvement agroécologique, s'affirmant comme féministes, a ainsi favorisé la reconnaissance de leurs savoirs et leur a permis d'élargir leurs pratiques en affrontant discriminations et violences (p. 23 et 34). Les femmes rurales, déjà fortement mobilisées et organisées autour du droit à la terre et

à la protection sociale, ont gagné une place dirigeante grandissante au sein du mouvement agroécologique. Elles ont développé une perception de l'agroécologie qui prend en compte la reproduction de la vie, les relations respectueuses entre les personnes et la nature ainsi qu'entre les personnes elles-mêmes et ont contribué à la mobilisation massive des agricultrices et à la construction conjointe de politiques publiques telles que le Plan national d'agroécologie et de production biologique. Le Groupe de Travail des Femmes de l'Articulation Nationale d'Agroécologie s'est d'ailleurs constitué en un espace privilégié d'alliances entre les agricultrices, paysannes, femmes de communautés traditionnelles comme les *quilombolas* (communautés d'afro-descendantes), les techniciennes agricoles et les chercheuses. Et c'est dans ce mouvement de construction permanente d'un sujet politique féministe et agroécologique que se développent les actions de l'ONG SOF (Sempreviva Organização Feminista) auprès de femmes rurales et *quilombolas* au Vale do Ribeira, région reconnue pour sa socio-biodiversité.

Ces savoirs vivants sont partagés et transformés afin d'assurer non seulement la sécurité alimentaire et nutritionnelle mais aussi la souveraineté alimentaire en tant que principe selon lequel les peuples décident de comment se nourrir et produire des aliments en fonction de leur culture. Cependant, il est essentiel de garantir que les agricultrices puissent conserver leur place face aux attaques contre leurs territoires - l'espace où elles habitent, cultivent et gèrent la nature, entretiennent les liens sociaux et leur histoire - et leurs modes de vie. ■



Les paniers agroécologiques soutiennent des circuits de production et de commercialisation locaux tout en offrant des produits sains, diversifiés, et nourrissants.

Miriam Nobre

Miriam Nobre



minobre@sof.org.br
Ingénieure agronome, elle intègre l'équipe de Sempreviva Organização Feminista, ONG basée à São Paulo, où elle développe des activités de formation et de recherche-action en agroécologie, économie féministe et économie solidaire. Elle est aussi activiste de la Marche Mondiale des Femmes.

EN SAVOIR PLUS :

Voir la vidéo "L'économie féministe : apprenons avec les agricultrices" (<https://www.youtube.com/watch?v=avtlayPkDnc>).

Quelle contribution des savoirs féminins à la sécurité alimentaire ?

L'institutionnalisation de l'approche genre a pour objectif de réduire les inégalités de genre et de revaloriser le travail des paysannes, leurs savoirs, d'être un levier d'émancipation et de transformation sociale. Deux personnes impliquées à l'échelle régionale et au Cameroun partagent leur analyse : quelles sont les dynamiques actuelles, quels impacts sont observables ?

Grain de sel (GDS) : Dans quels termes sont débattus les enjeux autour des inégalités de genre dans les sociétés africaines ? Quels liens sont faits entre savoirs féminins et sécurité alimentaire et nutritionnelle ?

Thaddée Yossa (TY) : On parle ici de savoirs féminins qui sont transmis entre femmes, souvent de façon informelle et intergénérationnelle, et qui sont liés à leur statut, aux rôles qu'elles jouent dans la famille, dans la communauté (p. 8-9). Le champ de ces savoirs est très vaste, notamment dans la sphère domestique : le *care*, la protection de l'enfant, l'éducation, la maternité. Sans l'avoir appris dans les systèmes de formation, elles maîtrisent des savoir-faire très spécifiques sur toute la chaîne de la filière agricole : des façons de semer, entretenir, récolter ou de traiter certaines plantes, d'utiliser et conserver les produits pour l'alimentation et la nutrition de la famille. Elles ont le statut de nourricières et c'est une grande responsabilité. Elles vont savoir exactement quelles plantes cultiver en fonction des sols pour avoir de bons rendements.

En termes de conservation des produits vivriers, elles ont aussi une grande expertise : conserver d'abord l'iode du sel pour ensuite l'utiliser pour la conservation du poisson, produire du vinaigre avec des épluchures de plantains, utiliser la cendre pour protéger les semences sont autant de savoirs que les femmes détiennent.

Mais il n'y a absolument pas de débat là-dessus dans la société camerounaise ! Les questions sur l'importance des rôles et des savoirs de femmes se discutent davantage dans les articles des universitaires et des scientifiques, dans les documents de politiques et de stratégie élaborés par les départements ministériels. Mais au sein des communautés, les inégalités sont vécues comme "normales". La division sexuelle du travail peut l'expliquer en partie, tout comme le contexte culturel très patriarcal : on sait que le champ du mari c'est pour le mari tandis que le champ de la femme c'est

pour la famille. La femme travaille dans le champ du mari avant d'aller au sien et doit rendre compte de sa production à celui-ci. Dans un contexte d'élevage, les femmes contribuent beaucoup au soin du bétail, à leur alimentation et à l'abreuvement, élèvent effectivement les animaux mais ne peuvent pas toujours vendre ni le bétail ni même le lait (p. 25). Certaines s'adaptent pour contourner les contraintes, en cachant leur investissement chez des membres de leur famille par exemple.

LA SPÉCIALISATION
ET LE CLOISONNEMENT
DES CHAMPS
DE COMPÉTENCES
DES AGENCES
DE DÉVELOPPEMENT
NE PERMETTENT
PAS TOUJOURS
DE RÉPONDRE AUX BESOINS
LES PLUS CRUCIAUX
DES FEMMES

Khady Fall Tall (KFT), AFAO : Effectivement les savoirs féminins sont très vastes et sont à la base même de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations en Afrique. Les repas se font au foyer après de longues préparations. Le repas est le résultat de tout un processus de transformation des graines, de cuisson, de dosage. Cette transformation est parfois très rude et complexe et demande des savoirs et de la technologie. Le fait de transformer la poudre de farine en semoule c'est bien de la technologie, tradi-

tionnelle certes, mais qui a autant de valeur qu'une autre. Il n'y a pas de statistiques pour prouver l'apport des femmes dans la sécurité alimentaire, beaucoup de savoirs sont "invisibles".

Pour autant, posez la question là-bas, ce sera évident : chaque africain-e sur le continent peut valider le fait que les femmes sont les nourricières. Et c'est à partir des évidences qu'on peut construire un plaidoyer, même si les chiffres manquent. Les inégalités de genre sont effectivement normalisées, et elles commencent dès la naissance ! Vous avez une fille et un garçon, vous envoyez le garçon à l'école, la fille reste faire la vaisselle. Aujourd'hui les filles sont plus brillantes à l'école que les garçons mais à l'université elles représentent moins de 2 % des élèves. Et cela se répercute ensuite dans tous les domaines de la vie sociale et produit cette articulation entre sphère productive et reproductive, cette charge de corvées considérées comme féminines.

À l'âge adulte se perpétuent des inégalités extraordinaires dues à la religion notamment. Mais il y avait des traditions avant les religions. Et dans ces traditions précoloniales nous avons des Reines, des femmes qui livraient des batailles, qui conduisaient des troupes. On a du mal à comprendre pourquoi aujourd'hui la plupart des pays africains ont changé pour se moderniser dit-on, mais avec des femmes qui retournent à la maison en grande partie.

GDS : Les femmes ont-elles conscience de la valeur essentielle de leurs savoirs ?

Quels espaces leur permettent d'en prendre conscience, de les revendiquer et comment les valoriser ?

TY : Oui, et pour ça elles déploient des efforts pour s'assurer que la transmission intergénérationnelle continue, et ça ne se fait pas dans le désordre : on transmet aux personnes qu'on aime bien, à qui on veut offrir quelque chose. C'est peut-être ça le problème, c'est un transfert qui se fait uniquement par l'expérience et par le coaching,



Zoetaba

des savoir-faire qui n'ont pas été documentés, normalisés et donc ça diminue la possibilité de les valoriser.

Néanmoins peut-être qu'elles ne veulent pas plus de visibilité au sens du marché, au sens occidental. En effet, les femmes ont été pratiquement formatées pour être de bonnes épouses, de bonnes mères qui apportent une contribution significative à la communauté.

C'est donc des cercles familiaux et communautaires qu'elles attendent, et qu'elles reçoivent souvent une valorisation, une reconnaissance symbolique, jamais économique ou financière. Par exemple on va dire que telle femme connaît les herbes qui permettent de guérir les nourrissons ou qu'elle prépare un bon "koki": une sorte de gâteau de haricots qui pour être apprécié doit être emballé dans des feuilles de bananiers (et non dans des boîtes en métal), doit être écrasé sur la pierre (et surtout pas au moulin électrique). Le koki préparé de façon différente présente une différence de goût, de parfum, qui dépend aussi de tout le savoir-faire culinaire de la femme qui s'en est chargée. Les femmes qui cuisinent de façon traditionnelle sont valorisées et elles en tirent une grande fierté. Ceci fonde leur réputation.

Au niveau de la production agricole, on sait exactement qui sont les femmes qui ont la

maîtrise du calendrier agricole et qui ont de bons rendements. Un homme va dire à son fils : "Quand tu vas épouser ta femme il faudra l'envoyer chez telle maman pour qu'elle soit formée à la cuisine, pour qu'elle lui explique comment et à quel moment on sème les haricots pour avoir un meilleur rendement, comment est-ce qu'on conserve le manioc". C'est ça leur valorisation. Et on peut les comprendre ! Si vous détenez un savoir mais que personne ne vient jamais vous solliciter vous n'êtes pas valorisé-e.

Les femmes camerounaises détentrices de savoir-faire exceptionnels ne sont valorisées ni sur le marché, ni par une reconnaissance formelle ou un revenu associé au savoir (p. 31), mais au sein de la communauté.

KFT : Je ne suis pas d'accord. À mon sens les femmes ont tout un tas de savoirs mais au-delà du sentiment de fierté intra-communautaire possible que vous évoquez, il me semble qu'elles n'ont pas vraiment conscience du potentiel de ces savoirs, ni de leur propre potentiel. Effectivement, sans les femmes personne ne mangerait plus. Pour autant elles restent majoritairement soumises à leur mari, elles travaillent gratuitement au champ puis à la maison.

De la même manière que l'Afrique n'a pas encore vraiment conscience de son rôle dans la géopolitique mondiale, les femmes

rurales n'ont pas conscience de leur valeur. Heureusement, beaucoup d'organisations de femmes (p. 23-24 et 34-35) et d'ONG se sont saisies de la question et ont effectivement permis de renforcer leur leadership, d'appuyer l'alphabétisation, de rendre accessibles des formations, etc.

Mais globalement, les femmes sont majoritaires dans le domaine agricole alors qu'elles ne disposent que de 10 à 15 % des terres disponibles. Si les organisations de femmes sont très actives, elles manquent tout de même de moyens.

GDS : Les savoirs des femmes sont souvent dévalorisés, elles ont aussi peu accès aux formes institutionnelles de transmission de savoirs que sont l'école ou le conseil agricole. Comment sortir de ce cercle vicieux ?

TY : Dans le contexte globalisé, les gens se détournent progressivement des savoirs traditionnels pour se tourner vers la modernité, les savoirs normalisés. Les savoirs féminins dont il est question sont pratiques, pas forcément formalisés, les femmes ne peuvent pas les expliquer en s'appuyant sur une démarche scientifique à proprement parler. Leurs savoirs sont pourtant basés sur l'observation, le bon sens, l'expérience intergénérationnelle.

Une piste serait donc de tenter de formaliser ces savoirs transmis de manière informelle, comme le font certaines associations de la société civile, même si leur action reste marginale. Comment documenter, capitaliser et conserver ces savoirs de manière à avoir une transmission qui ne repose plus uniquement sur la mentore et la personne formée ? Le jour où on invitera les femmes rurales dans les écoles d'agriculture à partager leur expérience avec les élèves, on leur aura vraiment donné une voix. Cela permettra de vulgariser et de donner de la valeur à ces connaissances.

L'essor du numérique a aussi suscité beaucoup d'espoirs, des projets de radios communautaires (p. 33) qui fonctionnaient très bien ont été abandonnés au profit de pôles de technologies et d'information en milieu rural. Pourtant on sait bien que ce n'est pas qu'un problème d'accès à l'information, mais aussi de temps disponible : les femmes sont prises dans des enjeux de court terme c'est difficile pour elles de dégager du temps pour aller se former ou de l'argent pour investir dans un téléphone Android.

Quand je réalise des études, des formations ou des activités d'alphabétisation en zone rurale, les femmes ont du mal à se rendre disponibles pour assister dans de bonnes conditions et c'est un cercle vicieux difficile à casser (p. 18).

KFT : Une partie des solutions se trouvent du côté de l'éducation, de la formation continue. Ce n'est d'ailleurs pas parce que les femmes ne sont pas allées à l'école qu'elles n'ont pas de savoir-faire. Elles sont très intelligentes et capables de faire des choses extraordinaires. Je l'ai appris quand on a ouvert le centre de l'AFAO, les produits finis qu'elles en sortent sont extraordinaires.

Les défis de l'Afrique ne peuvent pas être pensés uniquement en partant de l'instruction de base. Et il faut bien différencier l'éducation de l'instruction. L'école instruit mais tout le monde sait qu'en Afrique ce sont la famille et la communauté qui éduquent. On ne réussira pas à faire toute son instruction à une femme rurale de 40 ans, mais on devrait se concentrer sur ses savoir-faire. Apprendre à lire et à écrire bien sûr, mais que les femmes se concentrent ensuite sur ce qu'elles savent faire, leur intelligence et leurs mains ! Toute une génération de femmes rurales, sans instruction ont pourtant grandi dans un champ, elles sont nées dans l'agriculture.

Comment valoriser et capitaliser les conseils endogènes qu'elles sont capables de donner ? C'est tout un boulevard de travail, mais quand on regarde les projets, on se rend compte que tout le monde fait la même chose, ces pistes ne sont pas explorées.

GDS : *Le genre est désormais un axe omniprésent des projets de développement, notamment agricoles. Quelles évolutions et quel impact sur le terrain ?*

TY : Aujourd'hui l'action des acteurs du développement ne permet pas toujours de répondre aux besoins les plus cruciaux des femmes. Une des causes est la spécialisation des champs de compétences des agences qui induit un fort cloisonnement des interventions. Par exemple, un partenaire technique dont le mandat porte sur l'alimentation et la nutrition s'intéresse aux défis que rencontrent les femmes sur les marchés alimentaires pour apporter une réponse. Mais il est buté lorsque les femmes formulent clairement leurs priorités, comme par exemple installer des toilettes décentes dans les marchés publics ou mettre en place un système de garde d'enfants. L'approche reste centrée sur l'offre et n'est pas encore suffisamment tirée par la demande. Cette spécialisation à outrance induit un comportement opportuniste des populations bénéficiaires.

À la question de savoir quels sont leurs besoins prioritaires, les répondants vont indiquer le besoin correspondant au dessin sur le véhicule de l'agence d'aide ! Ils vont dire électrification, eau potable, semences ou micro finance, non pas parce que ce sont leurs besoins prioritaires, mais parce que c'est cela que le projet peut offrir. Il faut partir du bas pour faire remonter les demandes, les besoins, et pas l'inverse. Par ailleurs, il faut dire que l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas encore vécue dans les réalités quotidiennes. Et les responsables sectoriels n'intègrent pas encore le genre de façon transversale dans leurs interventions. Ils n'ont ni les compétences, ni les outils, mais plus grave, continuent à penser qu'il vaut mieux utiliser les ressources affectées à la promotion de l'égalité pour financer un peu plus de réalisation technique.

On aura avancé d'un grand pas le jour où ces responsables admettront que le choix se situe entre une activité qui réussit parce qu'elle intègre transversalement le genre et une activité qui ne le fait pas et qui ne peut produire les performances acceptables. C'est difficile parce que le genre s'est imposé comme une composante prescriptive des projets (p. 10-11), en affichage, alors que sur le terrain, personne ne veut du genre transformationnel. On a de très bons cadres politiques sensibles au genre, mais dans les communautés ça avance très lentement. Ces changements relèvent de la pensée collective.

KFT : En termes d'impact, je crois que les résultats probants viennent des organisations de femmes et des acteurs non étatiques. Les projets de développement, les concepts et les cadres viennent d'en haut et ne sont pas faciles à transposer dans les mentalités et sur le terrain. Le mot genre lui-même pose problème. Depuis Beijing en 1995, la communauté internationale brandit partout le concept, mais c'est perçu comme un fourre-tout, une catégorie et pas un outil opérationnel. Tout ce que la société n'arrive pas à gérer de façon formelle se retrouve dans le mot genre : les femmes, les jeunes, la communauté LGBT. C'est la raison pour laquelle on ne peut pas avoir de résultats saillants. D'où vont sortir les résultats ? Les indicateurs et les quotas ne disent rien de la réalité vécue. Ce terme de genre mérite d'être réévalué par la communauté internationale parce qu'il a dilué le poids, l'importance, l'accent que nous devrions mettre sur les femmes en priorité (p. 6-7). Arrêtons de les considérer de la même façon que les minorités. Il faut absolument soutenir les groupements féminins, qui sont des espaces où elles se vivent comme actives, détentrices d'un savoir et d'un pouvoir.

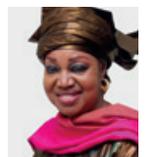
À mon sens, seules les actions émanant de la société civile ont de réels impacts : elles partent de la réalité du terrain en pleine connaissance du contexte. ■

Thaddée Yossa



yosathaddee@yahoo.fr
Promoteur du cabinet Multipolaire spécialisé dans les études et recherches sur l'enfance et l'égalité femmes - hommes, il a 34 années d'expérience de planification, mise en œuvre et évaluation de politiques, stratégies, et projets de développement financés avec l'appui des agences de coopération internationale.

Khady Fall Tall



afaowawa@afaowawa.org
Présidente de l'AFAO WAWA - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest - présente dans 17 pays et mise en place en 2005 par des femmes leaders de la région pour agir notamment sur la situation de pauvreté, d'analphabétisme et de manque de capacités des femmes d'Afrique.

Plusieurs organisations membres d'Inter-réseaux animent et soutiennent des projets et des réflexions sur le thème du genre et des savoirs. C'est le cas de FERT, de l'agence Corade, du ROPPA, de l'APESS, d'Afrique Verte, qui ont contribué à différents articles (p. 18 ; 28 ; 25). Leur expérience en la matière a permis de nourrir les réflexions et les débats dont est issu le présent numéro.



Iles de Paix est une ONG belge qui soutient avec ses partenaires africains et latino-américains l'émergence de systèmes alimentaires durables en travaillant avec les producteurs familiaux, les autorités locales et les consommateurs.
<http://www.ilesdepaix.org>

En Ouganda, Iles de Paix a adopté l'approche de la planification intégrée paysanne qui permet aux familles agricoles d'imaginer l'évolution de leur ferme dans une démarche de transition agroécologique. Cette méthode implique l'organisation de réunions familiales au cours desquelles les femmes trouvent un espace propice pour faire valoir leurs savoirs. Cette implication des femmes dans la planification des activités productives débouche dans de nombreuses familles sur un rééquilibrage entre les cultures de rentes et les cultures vivrières.

Un dossier de capitalisation sur cette expérience est en cours de préparation et sortira en avril prochain. Si vous souhaitez le recevoir dès sa sortie, laissez-nous votre adresse Email via ce lien :
<https://www.ilesdepaix.org/agriculture-familiale-durable/cap-alternatives/>



Le Gret est une ONG internationale de développement qui agit depuis 1976 pour apporter des réponses durables et innovantes aux défis de la pauvreté et des inégalités. Agir pour le développement nécessite une approche globale et pluridisciplinaire, c'est pourquoi le Gret mobilise une diversité de métiers, du terrain au politique en passant par la recherche, sur 7 thématiques complémentaires qui, ensemble, contribuent au développement des pays du Sud (Agriculture, citoyenneté, eau, gestion des ressources naturelles, microfinance et insertion professionnelle, santé, villes et décentralisation).
<https://www.gret.org/>

En Guinée forestière, les femmes au cœur de la prise en compte de la nutrition par les groupements paysans

Le Gret intervient depuis le milieu des années 90 en Guinée sur des problématiques de sécurité alimentaire et d'appui au développement des filières agricoles. Depuis 2016, des groupements de producteur-riche-s transformateur-riche-s et commerçant-e-s des filières riz et huile de palme ont été accompagnés (dans le cadre du projet Sara) pour mieux prendre en compte les enjeux alimentaires et nutritionnels au sein de leurs actions. Cela s'est traduit par le portage d'éducation nutritionnelle par les groupements eux-mêmes, à destination de leurs membres, femmes et hommes.

En s'adossant aux dispositifs organisationnels existants, les groupements ont désigné une femme volontaire pour animer des séances de sensibilisation sur l'alimentation et la nutrition. Le processus a été graduel et aujourd'hui chaque groupement comporte une femme référente. Formées par le Gret en matière de nutrition et de techniques d'animation, ces femmes-relais de nutrition ont partagé connaissances et conseils au sein des groupements et créé des espaces d'échanges afin de faire évoluer les pratiques, à la fois alimentaires et de soins, le tout en lien avec les activités agricoles et économiques. Elles ont pu personnaliser l'acquisition d'une nouvelle compétence reconnue et d'une nouvelle fonction "nutrition" durable au sein de l'organisation. Les séances d'éducation nutritionnelle qu'elles ont conduites entre 2017 et 2019 ont permis de toucher 2 800 personnes, dont 45 % d'hommes sur des sujets habituellement relayés principalement auprès des femmes, notamment par les acteurs de la santé. Ces séances ont induit des changements dans les pratiques alimentaires mais aussi des changements de perception vers des rôles davantage partagés entre femmes et hommes concernant les soins et l'alimentation de la famille et des jeunes enfants.

EN SAVOIR PLUS :

Sécurité alimentaire, résilience et agroécologie en Guinée :
<https://www.gret.org/projet/securite-alimentaire-resilience-agroecologie-guinee/>

PORTRAIT



Marie Aguewe Émanciper les agricultrices en renforçant leur leadership

revendications et la cause des agricultrices. Cela fait aujourd'hui plus de vingt ans. J'ai successivement occupé différents postes à responsabilités au sein d'unions paysannes et d'associations spécifiquement féminines.

Depuis un an et avec le soutien de mes consœurs, je conduis l'ANaf dans ses missions que sont d'une part l'amélioration de la condition des productrices et d'autre part le renforcement de leur position dans l'arène du développement, notamment sur les questions d'intérêt stratégique. Ces enjeux sont à la fois socio-économiques et politiques : renforcement des capacités tant sur le plan organisationnel que technique, autonomisation socio-économique des femmes, amélioration de leur accès et contrôle du foncier, leadership. C'est un travail de longue haleine que l'ANaf a démarré en 2007 suite aux réflexions sur l'implication des femmes dans les instances de décision au sein des organisations agricoles et sur la prise en compte de leurs besoins pratiques pour développer leurs activités. Elle est née de la réunion des organisations de base à savoir les associations communales des femmes agricultrices (ACFA) regroupant les groupements de femmes (GF), et les associations départementales des femmes agricultrices (ADFA) regroupant les ACFA. L'ANaf est aujourd'hui constituée de 3 123 GF avec 61 853 membres individuels dont 656 hommes, de 77 ACFA et de 12 ADFA.

L'objectif est de défendre les intérêts des membres grâce à leur participation active dans les sphères décisionnelles à différentes échelles. Il s'agit de s'impliquer directement dans la formulation des politiques agricoles pour la prise en compte des besoins des femmes agricultrices. L'organisation mène aussi des projets sur plusieurs dimensions et thématiques complémentaires comme la productivité agricole, la création de la valeur ajoutée via la transformation des produits agricoles, l'environnement, l'inclusion sociale et le genre. Par exemple, des actions de formation et de renforcement de capacités à des pratiques agricoles plus résilientes, à la gestion intégrée de la fertilité, à l'atténuation des risques liés à l'environnement et à la santé humaine et animale, au respect des normes de qualité sont réalisées... Ces projets sont axés sur les potentiels, les spécificités et les contraintes des agricultrices.

En travaillant à réduire les inégalités de genre, en renforçant le leadership des agricultrices, en facilitant leur accès aux ressources productives et à la formation, nous souhaitons avoir un réel impact sur leur autonomisation. C'est une mission essentielle, pour l'égalité des droits et pour la sécurité alimentaire. ■

Je m'appelle Marie Aguewe, je viens de la commune de Ouaké, dans le département de la Donga au centre ouest du Bénin. Actuellement présidente de l'Association Nationale des Femmes agricultrices du Bénin (ANAF-BENIN), je suis avant tout agricultrice moi-même. Je produis du maïs, et du soja. Je fais également la promotion de foyers de cuisson améliorés de type Rocket et céramique et je commercialise des produits vivriers.

J'ai toujours eu l'ambition de voir les conditions de vie et de travail des femmes agricultrices s'améliorer. C'est pourquoi, dès l'avènement du mouvement paysan béninois, j'ai décidé de m'engager et de défendre les

Pour contacter l'ANaf :
anafbenin@yahoo.fr

GRAIN DE SEL Vous aussi, participez !

La revue *Grain de sel*, publiée depuis 1996, est au cœur de la mission d'information, de mise en débat et d'échanges d'Inter-réseaux Développement rural. Sa vocation est de contribuer à une meilleure compréhension des enjeux du développement agricole et rural en Afrique et de rendre compte des débats animant le secteur. À l'image d'Inter-réseaux, qui est constitué d'acteurs africains et européens d'horizons divers engagés sur ces questions, chaque numéro semestriel est construit de façon participative. *Grain de sel* a pour but de donner la parole à une diversité d'acteurs de terrain (OP, ONG, chercheurs, leaders...) et de permettre à différents points de vue de s'exprimer. Nous sommes toujours intéressés par de nouvelles contributions : n'hésitez pas à nous écrire à : inter-reseaux@inter-reseaux.org !



Directeur de la publication : François Doligez
Responsable du numéro : Alexandra Quet
Comité de rédaction : Gifty Narh, Hélène Guétat Bernard, Chantal Ndami Tholozan, Yvette Onibon Doubogan, Christine Verschuur, Isabelle Droy, Armelle Barré, Justine Giloots, Imma Demiguel, Fanélie Meyer, Gilles Mersadier, Liora Stührenberg, Marc Mees, Marie-Pauline Voufo, Souleymane Ouattara, Patrick Delmas, Sébastien Subsol, Bio Goura Soulé, Roger Blein, Stéven Le Faou
Conception & réalisation : Agence Appaloosa
Impression : Chat Noir impressions
Éditeur : Inter-réseaux Développement rural
Nogent sur marne Tél : +33 (0)1 43 94 73 28
www.inter-reseaux.org
Dépôt légal : 2^e trimestre 2021 - ISSN : 1253-0166